
DUBLIN – Stratégie et session de travail de l'ALAC - 2e partie

Samedi 17 octobre 2015 – 13h30 à 17h30 IST

ICANN54 | Dublin, Irlande

ALAN GREENBERG : Puisque nous sommes tous de retour et il est 13 h 30 passé, mais bon... sans commentaires. Nous allons quand même commencer. La première séance est présidée par Beran avec Rafid qui l'accompagne.

BERAN GILLEN : Merci, Alan, ceux qui sont à Dublin ainsi que toutes les personnes qui sont avec nous sur l'Adobe Connect. Je m'appelle Beran et je vais présider cette séance avec Rafid. Nous allons parler de la nouvelle stratégie des réunions ainsi que du groupe de travail qui s'occupe de cela puisque nous sommes coprésidents de ce groupe. Jusqu'à Dublin, nous avons parlé des différentes réunions que nous allons commencer à avoir en 2016, à commencer par la réunion de Marrakech.

La nouvelle stratégie des réunions ICANN a donné lieu à une nouvelle structure pour encourager les régions qui n'accueillent pas forcément les réunions ICANN à, justement, accueillir des réunions. Ceci est basé sur des questions logistiques. Donc, je

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

prends en considération le Groupe de travail sur la stratégie des réunions qui a proposé plusieurs options. Donc, la réunion A, la réunion B et la réunion C. Donc, la réunion A qui sera la première de l'année en mars. La réunion B, en milieu d'année, et la réunion C, à la fin de l'année. Ce sera donc la réunion générale. Ce groupe de travail, c'est en fait d'obtenir — de mieux comprendre la structure de ces réunions.

Donc, premièrement, Marrakech. L'ICANN 55. Donc, cette séance durera un petit peu plus longtemps que prévu parce que l'objectif, c'est non seulement de discuter, mais également de se mettre d'accord sur la structure des différentes réunions de manière à pouvoir présenter quelque chose à la fin de la réunion. Donc, jeudi matin, nous nous retrouverons avec les différentes ACs et les SOs pour finaliser une proposition préliminaire de chacune des réunions, B et C. Donc, sans plus attendre, puisque nous avons beaucoup de choses à faire, je vais mettre de côté la bureaucratie et entrer dans le vif du sujet.

Ariel, est-ce qu'on pourrait afficher à l'écran la réunion A?

J'encourage tout le monde à regarder de manière assez critique les horaires qui sont affichés et de donner votre point de vue, si vous pensez que nous pouvons mieux utiliser notre... la réunion A, en fait, en termes de structure, c'est une réunion de six jours. Ce que l'on a actuellement, en ce qui concerne les réunions...

puisque nous commençons le samedi, nous terminons le jeudi. La seule différence – et on ne va pas être content de l'entendre, mais la différence critique avec la réunion A est qu'il y a deux forums publics. Donc, avec cette réunion, nous avons un forum public le troisième jour, le lundi, et il y en aura un deuxième à la fin, donc le jeudi.

Alors, au départ, lorsque nous avons mis au point un plan, nous avons pris en considération toutes les séances qui existaient actuellement : les réunions ICANN... et nous avons, en fait, déraciné tout ceci et nous avons recollé... Nous avons également créé de l'espace pour les groupes de travail, pour l'interaction. Parce qu'il y avait, au sein du groupe, beaucoup d'idées, mais – surtout en ce qui concerne la discussion des problèmes cruciaux. Donc, nous avons libéré de l'espace pour les groupes de travail.

Alors, je vais passer par chaque journée, aussi rapidement que possible. Et vous pouvez faire vos commentaires au fur et à mesure. Donc, ce que nous avons dit au départ, ce que nous avons changé, nous allons passer en revue assez rapidement tout ceci.

Alors, Alan, je vous passe la parole.

ALAN GREENBERG :

Donc, quelques points – enfin, deux choses déjà. Premièrement, comme Beran l’a dit, notre objectif, c’est de ressortir avec un plan concret. En théorie, c’est très bien, mais nous parlons de la prochaine réunion. Et nous n’avons pas énormément de temps, donc il nous faut absolument prendre des décisions par rapport à ce que nous souhaitons.

La première partie, c’est en fait l’opposé de ce que je viens de dire. Ne vous faites pas d’illusions : ce que nous avons prévu ici ne va pas être mis en place exactement. Le processus de calendrier de mise en place des réunions est complexe. Et comme je l’ai dit tout à l’heure, des fois, au dernier moment, il y a des choses qui surviennent et qui nous obligent à mettre en place des changements. Mais même de manière régulière pour, en fait, faire – rentrer tous les morceaux du puzzle dans le temps imparti. Donc, ce que nous souhaitons faire, et qui serait bénéfique pour l’At-Large, c’est de se souvenir que notre travail est important, mais lorsque le moment de la réunion sera arrivé, il est tout à fait possible qu’il y ait des changements.

BERAN GILLEN :

Merci, Alan. Donc, pour appuyer un peu ce qu’Alan a dit, il faut également prendre en considération sur ces emplois du temps, c’est que nous ne considérons pas pour l’instant des heures précises. Ce n’est pas une question de savoir quand on va faire

telle ou telle chose, c'est plutôt ce que nous souhaitons faire. Ce qui est critique, c'est déjà de pouvoir afficher ce que nous avons besoin de faire. Il y a des heures précises, on pourra toujours en parler plus tard.

Alors, sans plus attendre, j'aimerais regarder la réunion A, qui est à l'écran maintenant. La première journée, nous avons donc la réunion sur le Leadership régionale et ALAC, Partie 1. Donc, ça, c'est le samedi matin. Nous avons quatre heures pour ça. Ensuite, nous avons le repas de midi et après le repas de midi, les réunions avec le Conseil d'administration.

Alors, nous avons noté qu'en général, on rencontre le Conseil d'administration le mardi. Gisella, corrigez-moi si je me trompe, normalement on se rencontre le mardi. Le mardi, nous avons maintenant énormément de temps pour la sensibilisation. Donc, ça, ç'a été une des suggestions. La réunion de suivi de Dublin, c'est une des suggestions qui a été faite. Donc, il y a la séance stratégie ou alors, travail ALAC...

Ensuite, nous avons le repos du déjeuner. L'après-midi sera consacré à la sensibilisation. Alors, je ne sais pas s'il y a des suggestions là-dessus, des points de vue différents...? Donc, ça, c'est ce qui avait été suggéré lors de la dernière réunion.

J'aimerais passer sur chacune des journées, nous mettre d'accord sur la journée et ensuite, passer à la suite plutôt que de revenir en arrière. Des suggestions pour la première journée de la réunion A, n'hésitez pas. Je vois que Holly veut prendre la parole. Allez-y.

HOLLY RAICHE : Qu'est-ce que ça veut dire la « sensibilisation »? Parce que la sensibilisation, c'est donc s'adresser à la communauté. Je ne sais pas si cela suffit en termes de temps. Par contre, si c'est une sensibilisation plus à l'interne, c'est complètement différent en termes de temps. Encore une fois, le terme, je ne sais pas exactement à quoi il correspond. Je ne sais pas si ça suffit.

BERAN GILLEN : Merci, Holly. Tijani, allez-y, vous pouvez prendre la parole. Puis, je vais répondre à la question de Holly.

TIJANI BEN JEMAA : Merci beaucoup, Beran. Je ne pense pas que ça suffise en termes de temps. Moi, ce que j'imagine, ça pourrait être ce qu'on devrait faire, donc une visite de la ville. Donc, ce type d'activité qu'on pourra faire serait par exemple ce genre de choses. Moi, je me souviens, quand je faisais... on avait réfléchi à cette

sensibilisation de la manière suivante, donc se rendre à la rencontre des gens. Pas une sensibilisation à l'interne. On n'a pas besoin de ça. La sensibilisation à l'interne, on peut le faire à un autre moment. Moi, c'est vraiment d'aller chercher les gens qui sont présents, là, sur place, dans le pays.

BERAN GILLEN :

Merci, Tijani. Alors, pour ajouter à cela, cette sensibilisation, comme l'a dit Tijani, c'est quelque chose qui sera préparé avant notre arrivée. Ce n'est pas quelque chose où on va arriver tous à faire ceci. Ce sera donc un processus continu dans la région. Nous allons entrer en contact avec nos ALS, nous allons utiliser les journaux, etc. Donc, ce n'est pas quelque chose qui va être défini tout de suite, mais déjà, la sensibilisation, c'est donc s'investir dans la communauté, ça, il faut que ce soit clair. Alors, maintenant, comment nous allons faire? On peut en parler plus tard. Je crois que la réunion de jeudi va nous permettre d'en parler un petit peu plus.

Alan et puis Seun.

ALAN GREENBERG :

... bien, le personnel de la réunion a dit que pour la première réunion, nous ne nous rendrions pas physiquement en dehors de la réunion, me semble-t-il. Mais je me trompe peut-être. Je

croyais que c'était pour les premières réunions dans la nouvelle stratégie, mais je me trompe peut-être... Il semblerait que je me trompe.

BERAN GILLEN : Merci, Alan. Seun, je vous passe la parole.

SEUN OJEDEJI : Merci. Je voulais simplement... sensibilisation et donc de sortir dans la communauté. Moi, la question que je me pose, c'est de savoir si nous avons pris en compte s'il est possible d'inverse. J'essaie de faire attention. Vous... tout à l'heure, qu'on n'allait pas planifier ce qui va se passer maintenant, mais ce que je veux dire, c'est peut-être en fait plus une question de planification. J'hésite un petit peu. Mais si, en fait, on fait de la sensibilisation, si on invite des gens à cette réunion, eh bien, il serait peut-être bien de le faire aussitôt que possible, de manière à ce qu'ils fassent partie du processus, qu'ils voient ce qui se passe dans les réunions avec le Conseil d'administration auxquelles ils souhaiteront participer.

Donc, si cette sensibilisation, on la fait avec un état d'esprit comme quoi on souhaite convaincre les gens à participer à ce que l'on fait au niveau local, eh bien, il faudrait peut-être que

ceci soit fait avant les autres activités ALAC. C'est mon point de vue.

BERAN GILLEN :

Merci, Seun, pour cette contribution. Je voulais justement qu'Heidi clarifie ce dont a parlé Alan, déjà. Donc, la question à savoir si la réunion n'est pas impliquée à l'extérieur de la réunion pour les réunions A. Heidi, pourriez-vous s'il vous plaît clarifier la question d'Alan pour que tout le monde puisse entendre la réponse?

HEIDI ULLRICH :

Pour la réunion B, deuxième réunion, l'idée, c'est que la première journée de sensibilisation, ce ne serait pas se rendre à l'extérieur, dans un lieu extérieur ou dans un groupe extérieur. Ce que j'entends dire, c'est qu'il y aurait une séance plénière le matin, qui inclurait toutes les ACs, SOs, et toutes les personnes, donc NextGen, boursiers, etc., d'autres selon d'autres critères. Donc, l'après-midi, cela dépendrait des SOs et des ACs et... ce qu'elles souhaitent faire en termes de...

BERAN GILLEN : Merci, Heidi. La question d'Alan, c'était pour la réunion A. Pour la réunion A, est-ce que nous allons sortir? Est-ce que c'est faisable?

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Alan demande : « Y'a-t-il un budget pour ça? ».

HEIDI ULLRICH : Selon ce que j'ai entendu, non. Mais il y peut y avoir des bourses que l'on obtient. C'est possible. C'est une question qui pourrait être discutée au niveau des SOs et des ACs... Mais on peut peut-être justement prendre note de ces questions, Beran, et y répondre plus tard.

BERAN GILLEN : Oui, je note. J'ai Glenn et ensuite, Maureen. Je ne sais pas qui a posé la question en premier. Glenn? Glenn, Maureen et ensuite, Sébastien.

GLENN MCKNIGHT : Sur les activités de sensibilisation, je sais qu'il est trop tôt pour entrer dans les détails en termes de quelles sont les activités. On a simplement cet intervalle de temps. Nous avons un groupe de travail de sensibilisation et d'implication. Je pense qu'ils

s'impliqueront beaucoup dans ce processus parce qu'il y a un coprésident par région qui s'occupe d'identifier différentes stratégies de sensibilisation. Maintenant, le *think tank*. Qui, de ce *think tank*, pourrait définir ce à quoi ça correspond?

BERAN GILLEN :

Merci beaucoup. C'est une excellente question. Nous allons demander au leader de ce *think tank* de répondre.

Maureen.

MAUREEN HILYARD :

Merci, Beran. Le *think tank*, c'est très intéressant. Cette idée, à la base, c'était que des membres puissent établir une liste d'idées, de manière à s'impliquer. Et donc, la focalisation, actuellement, c'est sur le programme de sensibilisation. Nous avons donc parlé de ce qu'était la sensibilisation selon notre propre hypothèse. Et donc, nous nous sommes posé la question à savoir pourquoi ils nous ont demandé de nous occuper de cela. Et donc, j'ai rassemblé une petite équipe — merci à Vanda d'ailleurs, pour sa contribution – Vanda, moi et [peu clair] Japon. J'étais déçue parce que nous n'avons pas réussi à convaincre suffisamment de personnes à apporter leurs contributions, mais nous avons quand même réussi à rassembler un certain nombre d'idées pour impliquer la

communauté avant que la réunion ait lieu, au sein de cette communauté. Et donc, nous nous sommes dit que la sensibilisation au sein de la RALO pourrait permettre de faire pas mal de travail, et donc, avant même que la réunion ait lieu.

Donc, l'idée, c'était que lorsqu'une réunion avait lieu dans une ville... eh bien, il fallait qu'il y ait une planification d'implication préalable avec l'ICANN, avant même que la réunion ait lieu, de manière à ce que les gens comprennent déjà un petit peu, par le biais des médias, de discussions au sein de la communauté, des pubs à la télé, de manière à vraiment pousser cette compréhension de l'ICANN. De sorte que nous avons un petit peu rassemblé tout ceci. Nous nous sommes dit que nous allions utiliser ces idées et les incorporer.

Alors, pour l'instant, nous sommes en train de travailler sur la réunion B. Nous avons pensé qu'il serait plus facile de commencer par là. Et donc, nous avons eu des gens qui nous ont donné des indications, des conseils. Finalement, Sébastien est venu nous voir et nous a dit que ce n'était pas du tout ce qu'il fallait faire. Et donc, tout ceci était bien sûr basé sur le budget. L'ICANN souhaitait que la sensibilisation soit faite au sein de la réunion. Donc, c'est un petit peu – ç'a été un petit peu un changement de cap, surtout pour ce qui est de la réunion B parce qu'on se concentrait là-dessus. Première journée, c'était

censé être la sensibilisation. La deuxième journée – la troisième journée, c'était donc censé être la focalisation sur l'interaction interne... système, donc intrasystème.

Je ne sais plus ce qu'on avait pour le quatrième jour... Bon. C'est autre chose! Je ne sais plus quoi! Le travail communautaire, voilà, c'était ça! Le travail intercommunautaire. Et donc, moi... ce qui s'est passé, c'est que Vanda, Beran, Sébastien ont créé un autre petit groupe et ils ont pris une décision, à savoir ce que l'ICANN veut réellement. Mais en même temps, je crois qu'il y a des moyens d'incorporer certaines des autres choses auxquelles nous avons réfléchi. Et puis, si nous avons vraiment des idées qui étaient importantes, eh bien, elles seraient considérées et... également en ce qui concerne le budget. Donc, en fait, ça dépend un petit peu de ce qui sera décidé.

BERAN GILLEN : J'ai Sébastien et ensuite, Tijani.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Comme vous avez tous vos écouteurs, que nous avons des interprètes, utilisons leurs compétences. Merci, Beran. Sébastien Bachollet pour l'enregistrement.

D'une part, je voulais juste dire que l'organisation du *meeting*, en soi, par exemple la session d'*outreach*, contrairement au *meeting B*, pour le *meeting A*, n'était pas un des éléments fondateurs des demandes – des propositions faites par le Groupe de travail sur la stratégie des *meetings* dans le futur.

Et l'autre chose sur cet élément-là, c'est qu'il faut aussi qu'on voie dans quelle ville on va atterrir. Est-ce que c'est les gens de la ville? Est-ce que c'est des gens du pays? Est-ce que c'est des gens de la région? Tout ça est une question qui reste posée. Par exemple, pour Marrakech, est-ce qu'il y a une université où on peut aller? Est-ce qu'il y a une chambre de commerce où on peut aller? Est-ce qu'il y a... etc. Quand je dis « on », c'est l'ensemble des constituants de l'ICANN.

L'autre point que je voulais faire pour ajouter à quelle était la différence entre le *meeting* actuelle et le *meeting* futur, c'est que le *meeting* – ce *meeting-ci*, par exemple, il commence officiellement que demain. Or, on a fait en sorte, dans l'ensemble des *meetings*, d'intégrer l'ensemble des journées de travail dans le *meeting*. C'est pour ça qu'on est sur une situation où il y a des réunions qui commencent le samedi et qui finissent le jeudi pour le premier *meeting*, qui commencent le lundi et qui finissent le jeudi pour le *meeting B* et qui commencent le samedi et qui finissent le vendredi pour le *meeting C*.

Merci.

BERAN GILLEN : Merci, Sébastien. Tijani, c'est à vous.

TIJNAI BEN JEMAA: Je vais continuer sur la même lancée. Exactement, Sébastien a dit vrai. *Outreach* du *meeting B* était quelque chose de spécifique à la nouvelle stratégie. *Outreach meeting A* n'est pas spécifique à la nouvelle stratégie. C'est donc comme on fait maintenant ou comme on aurait pu faire avant ou comment on va faire dans le futur. Mais moi, pour moi, l'*outreach* est quelque chose d'essentiel pour l'ICANN, et pour At-Larte particulièrement. Parce que beaucoup de gens disent que nous ne représentons pas les utilisateurs finaux. Ils disent que nous sommes dans notre... comment dire... dans notre tour et les utilisateurs finaux sont partout. Ce n'est pas nous. Donc, aller vers eux, c'est quelque chose d'essentiel pour nous.

Moi, je propose que pour Marrakech, comme avait dit Maureen d'ailleurs, ces activités d'*outreach* doivent être préparées. Donc, pour Marrakech on doit déjà commencer à préparer cela. On ne m'a pas dit tout à l'heure qu'il y avait un problème de budget concernant l'*outreach* à l'extérieur. C'est juste pour transporter les membres d'ALAC pour aller là où on veut aller. Si on peut

trouver un sponsor qui nous donne un minibus pour aller pendant une demi-journée ou quelque chose comme ça, le problème est résolu.

C'est beaucoup plus simple qu'organiser dans les lieux d'ICANN quelque chose pour les gens qui viennent de l'extérieur. Parce que là, les gens du *meeting*, le *meeting staff* va avoir des problèmes. Ils ont beaucoup de problèmes pour organiser. Donc, vous allez introduire quelque chose de nouveau et c'est là où on ne peut pas prévoir ce qui va se passer.

Par contre, si on le fait à l'extérieur, on peut prévoir dès à présent. On peut dire que tel jour, nous allons aller à tel endroit, à condition qu'on sache que nous allons avoir un bus pour nous emmener. C'est tout. Et à condition aussi qu'on ait déjà préparé cela avec l'université, avec l'ONG qu'on va visiter ou... là où on va aller, quoi.

Donc, à mon avis, pour Marrakech, il faut déjà commencer – si on veut faire de l'*outreach* réelle à l'extérieur, il faut déjà commencer à préparer ça, il faut déjà commencer à planifier ça. Merci.

BERAN GILLEN :

Merci, Tijani. Pour ajouter un petit peu là-dessus, c'est exactement ce que nous avons à l'esprit lorsque nous avons

inclus la sensibilisation dans toutes ces réunions. Nous avons prévu pour le A, pour le B et pour le C. Ceci est important pour toutes les réunions.

Nous avons Panus, Fatima, Tim et Alan, et Aziz. Donc, Panus, Fatima, Glenn, Alan et Aziz. Merci.

PANUS NA NAKORN :

Donc, la sensibilisation, c'est donc impliquer les gens dans l'At-Large. Donc, vraiment les impliquer en tant qu'utilisateurs finaux. Mais en termes d'activités, si on veut rejoindre davantage de personnes... de savoir comment les gens dans les universités ne sont pas les mêmes personnes que celles qui sont à la maison. Donc, comment est-ce que l'on s'adresse à eux? Les choses sont différentes. Il faut donc des activités bien prévues qui correspondent à la population que l'on veut – à laquelle on veut s'adresser.

Deuxièmement, comment s'assurer de bien rejoindre ces gens? Quelle est notre cible? Je ne sais pas... À Marrakech, par exemple, ça dépend de ce que l'on souhaite faire. Donc, s'assurer déjà quelle est la cible, quelle est... la sous-population, de manière à pouvoir définir les activités de sensibilisation qui réussissent ce que je pense. Merci beaucoup.

BERAN GILLEN : Merci, Panus. Je ferai mon commentaire à la fin.

Glenn, Fatima, Alan et Seun, je crois...

GLENN MCKNIGHT : Je suis tout à fait d'accord avec mes collègues à ma gauche. Je crois qu'il nous faut cibler, il nous faut identifier les zones qui sont mal desservies, par exemple les étudiants en journalisme. Il nous faut avoir une stratégie de marketing très clair. Il nous faut revenir sur le travail qui a été fait par les différentes RALOs en termes de stratégie, de sensibilisation. Il nous faut documenter ce que nous souhaitons faire, il nous faut nous assurer que ceci ressort. Toutes les recherches que nous avons faites, il nous faut nous assurer qu'elles ressortent.

BERAN GILLEN : Merci. Je voulais simplement clarifier le fait que Vanda a déjà fait un travail très intéressant pour la réunion B, et elle essaie de remettre ça dans la stratégie LAC. Fatima, c'est à vous.

FATIMA CAMBRONERO : Merci. Je vais parler en espagnol. Alors, certains des commentaires que je voulais faire ont déjà été dits. Donc, je vais simplement revenir sur deux points, surtout une question par rapport aux activités de sensibilisation. Dans ce type de

partenariat que l'on recherche avec ce groupe de réflexion, je me demandais s'il ne serait pas important de les organiser, non seulement dans les universités, comme ç'a été dit, mais également dans les ALS locales. Parce que je pense qu'on n'en a pas suffisamment parlé.

C'est le fondement même de notre organisation. Les ALS locales constituent le point de contact local avec les organisations locales. Et d'une certaine manière, dans une grande mesure, c'est la manière de faire davantage des ALS locales dans les activités de l'ICANN, étant donné que tous les représentants ne peuvent pas participer à toutes les réunions de l'ICANN. Donc, s'ils ne peuvent pas participer à toutes les réunions, il faut que l'ICANN puisse s'approcher de ces ALS locales pour voir quel est l'intérêt dans ces régions, étant donné que les intérêts divergent d'une région à l'autre et les intérêts divergents également au sein d'une même communauté.

Donc, je pense que c'est un point à prendre en considération. D'ailleurs, si je peux vous aider sur ce point, je suis... à le faire.

BERAN GILLEN :

Merci Fatima. Je voulais simplement expliquer qu'on a effectivement parlé de l'implication des ALS. Vanda a d'ailleurs travaillé sur la question des ALS, en particulier au Panama, pour

voir comment les intégrer... un ou deux représentants à la réunion.

Alan? Alan puis Aziz. Aziz, je vois que vous n'avez plus votre panneau, est-ce que vous voulez continuer? Oui? Vous êtes toujours dans la queue, n'est-ce pas?

Bien, Alan, Aziz, Seun puis Tijani? Tijani, donc, et Heidi. Alan, une petite seconde : Heidi a besoin de préciser un point. Je vous donne ensuite la parole.

HEIDI ULLRICH :

Lors d'une réunion Skype avec monsieur Tomasso. Il m'a dit que pour Marrakech et Panama, il y aura une journée de transport pour les activités de sensibilisation, pour les visites d'université ou autres. Donc, transport par car pendant une journée entière et transport à une université. Ça, ça m'a été garanti.

BERAN GILLEN :

Je vous donne la parole, Alan.

ALAN GREENBERG :

Bien. Dans cette planification, n'oubliez pas qu'il s'agit de l'ALAC des leaders régionaux. Toutes ces personnes doivent faire partie de ce processus. C'est 75 personnes en tout. Donc, il ne

s'agit pas pour certains de faire de la sensibilisation et pour d'autres, de visiter – faire une visite touristique. Pas du tout. Dans la plupart des cas, les gens ne parleront pas la langue du pays dans lequel ils se trouvent. Donc, voilà autant d'éléments à prendre en considération.

BERAN GILLEN :

Oui. Merci, Alan. Je vous donne la parole, Aziz.

AZIZ HILALI :

C'est exactement ce par quoi je voulais commencer, ce qu'il a dit à propos de la langue, Alan. Effectivement, la langue est importante. Donc, il faut faire attention pour chaque région que les personnes qui vont s'occuper de cette sensibilisation soient des gens qui maîtrisent bien la langue. Alors, pour le Maroc ce sera évidemment le français ou l'arabe, mais je pense que le français, c'est ce qu'il faut puisque l'enseignement dans les universités au Maroc se fait en français.

Donc, concernant les universités, on avait déjà, lorsqu'on avait programmé la réunion de Marrakech l'année dernière, prévu qu'il y ait des interventions de la part de certains experts de l'ICANN au sein d'universités. Je vous informe simplement que l'Université ou plutôt l'Université des sciences de Marrakech se trouve à peine à dix minutes ou 15 minutes du lieu où il y aura la

réunion. Et je connais personnellement le président de l'Université et le doyen, avec lesquels nous avons déjà abordé comment il pourrait y avoir des interventions de la part de certaines personnes, comme Olivier qui parle bien français, par exemple, et Sébastien Bachollet aussi, etc. De faire des interventions, donc.

Maintenant, comme ç'a été dit avant moi, comment vous voulez que ce soit fait et quelle date? Bon, il y a le transport, c'est très bien. Maintenant, comment ça doit être fait, je pense qu'un président d'université ou un doyen ne dira pas non si vous faites venir des gens qui connaissent bien le sujet pour la sensibilisation pour parler de ce que c'est l'ICANN pour les étudiants.

Juste pour vous – une autre information. J'ai invité l'année dernière Fadi au Maroc arabe, dans mon université. Depuis qu'il a fait sa conférence, beaucoup d'étudiants sont venus me voir en s'intéressant aux travaux de l'ICANN, en posant la question « qu'est-ce qu'on peut faire? Comment on peut intégrer? ». Je vous assure que ç'a eu beaucoup d'effet sur les jeunes, et c'est ce qu'il faut faire. Moi, je – maintenant, on parle beaucoup de théories...

Passons maintenant à des choses pratiques. Comment vous voulez que cette sensibilisation soit réalisée? Puisque

Marrakech, c'est dans trois mois. Et donc, allez-y, faites des propositions. Moi, je vous fais une proposition que deux ou trois personnes interviennent dans un amphi — on peut regrouper dans un amphi jusqu'à 400, 500 étudiants. Maintenant, il faut proposer un programme, de quoi vous voulez parler, sur quoi vous voulez parler. Moi, je serais ravi d'organiser ça à Marrakech.

RAFID FATANI :

Oui. Merci, Aziz. Alors, dans quelles mesures cela a une implication sur les prochaines réunions? Lorsque vous parliez des universités, universités qui soient proches de l'endroit où l'on organise les réunions, comment est-ce que le fait que ce soit un samedi, ça va avoir un impact là-dessus? Est-ce que ça va avoir un impact?

AZIZ HILALI :

Ça ne risque pas de marcher. Moi, je préfère que ce soit un jour de la semaine, c'est-à-dire de lundi à jeudi. Samedi, on risque de ne pas avoir d'étudiants parce que ce sont des jours de repos pour les étudiants.

RAFID FATANI :

Merci, Aziz. Alors, il faut bien prendre en considération ce point.

BERAN GILLEN : Merci, Rafid. Merci, Aziz. Comme je l'ai dit au début de cette réunion, ce qui est important, c'est de poser toutes les questions et de pouvoir régler – résoudre ensemble toutes ces pièces du puzzle, les rassembler, et le faire avec suffisamment de temps à l'avance.

J'ai Seun puis Alan. — je ne sais pas si vous souhaitez intervenir...? Non? Seun, Tijani, Harold et Alberto.

ALAN GREENBERG : Oui. J'avais une intervention. Je voulais simplement vous rappeler qu'il s'agit du premier jour de cette réunion.

BERAN GILLEN : Seun.

SEUN OJEDEJI : Oui. On ne parle pas de – pour revenir de la question du jour pour la sensibilisation, j'aimerais dire que je suis d'accord avec ce qu'a dit Fatima. Toutefois, j'ai souhaité intervenir parce que par rapport à ce qu'a dit Beran par rapport à ce qu'a dit Fatima, je pense qu'il faut voir cette activité de sensibilisation comme une opportunité pour faire participer les ALS. Cela devrait concerner justement les ALS. Effectivement, il faut faire en sorte qu'il y ait plus d'ALS qui participent. Mais je ne dis pas

évidemment qu'il faut fermer les portes aux nouvelles ALS : il faut avoir autant de membres que possible, mais il faut s'assurer que tous ces membres participent de manière active. Et ça, c'est une question importante à prendre en considération dans le cadre de ces activités de sensibilisation.

Donc, il faut faire participer les ALS au niveau local et plus elles vont participer dans ce type d'activités de sensibilisation, plus elles seront utiles. Donc, je suggérerais que l'équipe qui travaille sur la planification de ces réunions travaille sur la sensibilisation et la participation des ALS locales et s'assurent que les ALS sont présentes sur place. Parce que si ces ALS participent à la planification, elles seront plus utiles.

Ensuite, lorsque vous parlez de participation aux réunions, de quelles réunions s'agit-il? Des réunions de sensibilisation? Des autres réunions? Je ne comprends pas... Des réunions ICANN? Et s'il s'agit des réunions ICANN, il faut s'assurer d'encourager davantage les ALS à participer aux réunions ICANN. Donc, il faut se poser la question : est-ce que c'est quelque chose que le personnel peut contribuer à résoudre par rapport au budget, par exemple, par rapport aux coûts? Voir comment soutenir davantage les ALS qui ne participent pas suffisamment aux réunions? Parce que c'est la seule manière d'encourager les ALS

à participer davantage. Donc, il faut voir ce que l'ALAC et l'ICANN dans son ensemble peuvent faire à ce sujet.

BERAN GILLEN :

Oui. L'objectif ici, ce n'est pas simplement de permettre aux ALS de participer simplement à la première journée, mais à toute la réunion. Mais j'aimerais préciser un point. D'ici la fin de la réunion, je vais répondre à votre dernier point par rapport aux ALS et au budget.

Tijani est la personne suivante sur la liste des intervenants. Alberto, Panus et, ensuite, je vais clore cette liste.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci. Merci, Beran. Je vais reprendre là où Seun s'est arrêté et sur votre commentaire également, Beran.

Les ALS ne vont pas faire partie de ce processus de sensibilisation : elles font partie d'At-Large. Donc, si nous organisons une réunion dans un pays et que les ALS de ce pays ne viennent pas aux réunions de l'ICANN, c'est un problème. Elles doivent venir, les ALS. Elles doivent participer à ces réunions. Donc, que devons-nous faire avec les ALS? On doit travailler avec elles lorsqu'on est loin de leur pays. Mais lorsqu'on est dans leur pays, il faut qu'elles participent. Il y a des

gens qui ne connaissent pas l'existence de l'ICANN, donc il faut que ces personnes qui ignorent l'existence même de l'ICANN soient au courant, soient consciente de l'existence de l'ICANN et de ce que fait l'ICANN.

Mais pour revenir à Marrakech. Étant donné que nous avons un transport, Alan, on demande un minibus, un car. Donc, on a besoin des 25 personnes de l'ICANN qui doivent s'y rendre. Donc, je ne pense pas qu'il faille limiter ces efforts de sensibilisation à une seule université. Donc, il faut aller voir les ONGs, les ONGs qui travaillent dans des domaines liés à l'Internet. Il faut faire un travail de sensibilisation auprès d'autres communautés, autres utilisateurs finaux dans le pays.

Donc, pour moi, la sensibilisation, c'est quelque chose d'essentiel, et ça ne concerne pas simplement l'université. L'université, c'est la chose la plus simple parce que lorsque – c'est bien organisé, les résultats sont simples. Mais il faut penser aux gens qui ne sont pas facilement accessibles. Merci.

BERAN GILLEN :

Harold, vous avez la parole.

HAROLD ARCOS :

Merci, Beran. Alors, on a parlé déjà ici de l'importance du travail avec les ALS, et j'aimerais revenir ici, sur ce qui a déjà été dit, c'est-à-dire l'intérêt et éviter de diviser les efforts. Il faut essayer de ne pas cibler tous nos efforts sur une université. Parce que c'est normal s'il y a des gens qui sont intéressés – ou pas forcément – par le fait de connaître l'ICANN juste après cet événement, [ces personnes sont dispersées]. Donc, finalement, il n'y a pas de résultat patent. En revanche, les ALS sont organisées, donc on s'assure ainsi que les efforts ne sont pas dissous après l'organisation de cette réunion. Donc, toute cette planification et tout ce budget n'auront servi à rien.

Donc, je souhaitais réaffirmer l'importance du fait de nous organiser avec les ALS dans la région. D'autre part, c'est une excellente occasion à nous pour réfléchir à un point en particulier. Effectivement, organiser ce genre de choses dans une université, c'est une excellente chose, mais les utilisateurs finaux non organisés ont des besoins aussi. Et nous, en tant qu'ALS, avons la responsabilité d'informer et de former surtout les personnes dans ce domaine. Donc, si on parvient à travers les ALS qui ont déjà une structure – si on arrive à voir où se trouve ces personnes, on va avoir de meilleurs résultats.

Autre point important. On parle d'utilisateurs finaux, on parle d'universités du secteur académique, mais ce qui est important,

c'est de définir précisément le public ciblé afin de ne pas susciter un malentendu sur le rôle que jouent les utilisateurs finaux lorsqu'il s'agit de secteurs académiques, lorsqu'il s'agit de certains secteurs et donc de cibler la participation des personnes. Et ça, ça nous renvoie à une question interne de l'ICANN. Parce que sinon, on court le risque que les entreprises, les corporations, par le biais de budgets dont ils disposeront [peu clair] dans la région, jouent un rôle que les utilisateurs finaux devraient jouer. Donc, il est important de s'informer et de s'organiser.

Voilà les trois points sur lesquels je voulais revenir par rapport à notre stratégie de sensibilisation. Et Vanda, je sais qu'elle participe à ce groupe de travail et qu'elle souhaite travailler davantage sur ce point-là avant la réunion de Marrakech.

BERAN GILLEN :

Merci, Harold. On vient de me dire que nous avons un petit peu plus de temps parce qu'il semblerait qu'il y a un bon débat et que d'autres personnes souhaitent contribuer, intervenir. Je vais vous demander toutefois d'être aussi bref que concis parce qu'il faut encore parler des autres structures de réunions.

Alberto, vous avez la parole. Et là, on parle de la première journée.

ALBERTO SOTO : Je vais essayer d'être plus pratique. Dès que j'ai su que notre prochaine réunion dans notre région allait avoir lieu au Panama, j'ai pris contact avec la seule ALS dont nous disposons, qui dispose d'ores et déjà de présentations d'une autre région. Et nous sommes en train de prévoir beaucoup de réunions avant la réunion du Panama qui vont être destinées à différents publics.

Cette ALS est tout à fait disposée à entrer en contact avec nous et à faire son possible pour mettre en place tout ce dont il est question ici, autour de cette table, aujourd'hui.

BERAN GILLEN : Merci, Alberto. Panus, vous avez la parole.

PANUS NA NAKORN : Merci. Je vais être aussi bref que possible. Alors, quel est l'avantage des activités de sensibilisation? Comment transmettre un message pour que les gens comprennent pourquoi il faut que les structures At-Large participent et comment utiliser le système qui est mis en place? Donc, en fait, il faut plutôt leur transmettre un message plutôt que de les toucher. Donc, il faut qu'ils soient conscients des avantages, des bénéfices qu'on peut leur proposer.

Ensuite, il ne s'agit pas simplement des universités, mais d'autres, ONGs... Je pense à ces opportunités dont nous disposons pour renforcer leur rôle et pour qu'ils fassent partie de l'At-Large. Donc, ce serait une bonne opportunité pour que dans ce pays on entre en contact avec les ONGs et d'autres ailleurs, plutôt que de parler simplement des activités de sensibilisations, parler d'autres activités.

Comment s'assurer que le nombre d'universités, le nombre d'étudiants qui vont venir à notre événement aux universités, qu'ils soient 300, 400? Comment s'assurer qu'il y aura une continuité... Pour s'assurer que nos efforts ne soient pas vains, s'assurer qu'il y a donc une continuité après cet événement.

BERAN GILLEN :

Merci, Panus.

Alors, on va commencer à utiliser la limite dans les temps d'intervention à deux minutes. Pour résumer un petit peu ce que j'ai retenu du débat jusqu'à présent. Donc, réunion avec le Conseil d'administration mardi, et activités de sensibilisation pendant la semaine, et non pas samedi.

Ensuite, deuxième point, le budget. Je pense qu'Heidi nous a déjà répondu sur ce point. Le transport sera disponible pour le groupe. Autre suggestion qui a été faite : mettre en place des

stratégies de sensibilisation suggérées par Glenn. Et ça, ça va être pris en considération pour la réunion B. Mais il faut également y travailler avant Marrakech.

Dernier point, le langage et la traduction, l'interprétation. Ça, c'est un autre problème.

J'ai une autre question: devrions-nous organiser cette sensibilisation sur une journée ou une demi-journée? C'est une question que je vous pose.

Tijani, vous avez la parole, puis Aziz.

TIJANI BEN JEMAA :

Je crois que cette sensibilisation, ça va dépendre de ce que l'on a prévu à l'avance. Donc, si nous avons suffisamment de lieux où faire la sensibilisation, on va peut-être avoir besoin d'une journée entière. Mais il faudrait peut-être commencer par une demi-journée, pour apprendre, pour voir quels sont les résultats et en tirer des leçons.

BERAN GILLEN :

Oui, merci. Aziz puis Evan. Et on va ensuite passer aux autres journées.

AZIZ HILALI :

Merci, Beran. D'abord, pour ta question, je pense qu'une demi-journée, c'est – surtout que c'est des universités, c'est des étudiants qui ont des cours tout le temps, il faut s'assurer aussi que la période de la réunion ne soit pas des vacances pour l'université, etc. Il y a beaucoup de choses à étudier. Je pense qu'une demi-journée, ça suffirait largement pour ça.

Maintenant, il y avait Tijani tout à l'heure qui parlait de la présence des membres de l'ALS dans cette réunion. Je peux vous dire que c'est un problème, ça. C'est un problème parce que la réunion n'a pas lieu automatiquement dans la ville où il y a le maximum de membres de l'ALS. Je prends comme exemple la mienne : beaucoup de membres d'ALS commencent déjà à me poser la question « comment on peut assister? » puisqu'à part deux ou trois, ils sont tous en dehors de Marrakech. Et donc, le problème se pose toujours. La seule solution que je leur ai trouvée, c'est de faire une demande en tant que *fellowship*, en tant que boursier. Donc, ça, c'est aussi un problème sur lequel il faut réfléchir. Quand la réunion a lieu quelque part, il faudra trouver un budget pour inviter au moins le conseil d'administration de l'ALS. Parce qu'en général, une ALS, elle a un conseil d'administration dans lequel il y a quatre, cinq ou jusqu'à une dizaine de membres. Il faudra penser à les inviter automatiquement.

Si c'est au Panama, par exemple, inviter les membres du *Board* qui ne se trouvent pas forcément dans la capitale ou dans le lieu de l'organisation.

Donc, pour revenir à l'université, je propose qu'il y ait un programme, un agenda, avec des intervenants, pour que la chose se fasse d'une manière concrète, qu'il y ait une présence. Tout à l'heure, il y a Panus qui posait la question sur la durabilité et sur le [son du timbre]...

BERAN GILLEN : *Aziz, the timer has run out.*

AZIZ HILALAI: ... je pense que ça dépend des *local host* pour organiser ça. C'est en général l'ALS de la région.

BERAN GILLEN : Merci, Aziz, de cette intervention. Evan, vous avez la parole.

EVAN LEIBOVITCH : Je vais essayer d'être aussi court que possible. Alors, pour que ce soit vraiment utile d'organiser cela sur une demi-journée, il faut que ce soit extrêmement bien préparé. Ça veut dire que bien avant l'organisation de cette réunion, il faut qu'il y ait des

questions simples, bonnes, adressées à la communauté locale, qui soient posées, qui recherchent non seulement une réponse, mais une manière de réfléchir sur la manière de participer à l'ICANN de manière simple.

Donc... il faut que ce soit simple, il faut que ce soit facilement compréhensible, organiser un ou deux séminaires Web à l'avance pour essayer de tirer la meilleure partie de cette demi-journée, pour que les gens soient aussi informés, éclairés et conscients...

Donc, poser des questions aussi simples que possible, bien à l'avance. Merci.

BERAN GILLEN :

Merci, Alan. Evan, pardon. Excusez-moi, je vous ai confondu.

Merci, Evan. Ce que j'aimerais suggérer, c'est que pour ce qui concerne le reste de la réunion A – si vous l'avez regardée –, qui figure à l'écran. Ce qui suit, ça ressemble énormément à ce qu'on a normalement dans une réunion typique de l'ICANN. Donc, si – je ne vais pas prendre jour par jour parce que j'ai bien appris ma leçon : ça ne fonctionne pas de cette manière! Donc, interventions sur la journée 2, 3, 4, 5, 6. Je ne vais pas vous lire ce qui figure à l'écran : vous l'avez ici, à l'écran. J'aimerais vos

réactions par rapport à cette structure, la structure actuelle qui est proposée, de la deuxième journée jusqu'à la sixième journée.

Donc, le bloc consacré à la sensibilisation sera passé au lundi probablement. Ensuite, ce qui manque ou ce qui n'est pas nécessaire, utile, et qui figure à l'écran, dites-le.

Olivier, vous avez la parole.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Ma question est la suivante. Est-ce qu'il faut nécessairement qu'on commence à 8 h du matin? Est-ce qu'il faut vraiment commencer à 8 h sachant qu'en général, on saute le déjeuner parce qu'on a simplement une heure pour déjeuner et on termine à 19 h? 11 heures, c'est vraiment une longue journée de travail, hein?

BERAN GILLEN : Est-ce que vous dites que 8 h, c'est trop tôt ou c'est trop tard?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui, 8 h, c'est tôt, mais 7 h, c'est encore plus tôt!

BERAN GILLEN : Oui, Sébastien, vous avez la parole.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je pense que si on veut être efficace dans ces *meetings* – tu as dit que les journées étaient longues – si on n’a pas une vraie coupure, nous sommes tous morts. Et donc, si on part quand on commence à faire une organisation d’un *meeting* en disant : « On va utiliser le déjeuner pour un *meeting* », ça ne va pas. J’aimerais bien que tous ensemble, on essaie de faire en sorte qu’il y ait une heure de déjeuner systématiquement laissée pour faire autre chose, pour aller voir ailleurs, pour discuter avec les gens, mais pas dans une réunion autour d’une table, s’il vous plaît. Au moins quand on est en train de construire le *meeting*, laissons ça... Après, dans la vie courante, on verra comment ça se passe, c’est une autre histoire.

BERAN GILLEN : Merci, Sébastien. Alan puis Fatima.

ALAN GREENBERG : Oui, Sébastien vient de dire quelque chose à la fin qui ressemble beaucoup à ce que j’allais dire. Effectivement, dans la pratique, les choses sont différentes. La réalité, c’est qu’on peut élaborer tous les calendriers qu’on veut, mais on ne sait pas réellement à quelle heure on va commencer, à quelle heure on va finir. Donc,

nous... laissons pas là parce que les choses dans la réalité sont bien différentes.

León a travaillé avec Gisella depuis les dernières réunions sur le calendrier et finalement, dans la réalité, les choses ne sont jamais ce qu'elles semblaient être au départ. Donc, ne rentrons pas trop dans le détail.

BERAN GILLEN : Merci, Alan. Fatima, vous avez la parole.

FATIMA CAMBRONERO : Merci. Je vais parler en espagnol.

Une question en ce qui concerne les réunions régionales. Je ne sais pas très bien ce que ça veut dire. De quoi s'agit-il, « réunions régionales »? S'agit-il de la réunion des RALOs qui ont lieu lors de chaque réunion ICANN? Ou bien, est-ce que c'est lié aussi à des réunions régionales des RALOs avec d'autres organisations, par exemple les RIRs de ces régions, Registres Internet régionaux ou Fournisseurs Internet régionaux? Comment vous pensez à cela? Vous y pensez de manière interne ou pour faire le lien avec d'autres organisations régionales?

BERAN GILLEN : On parle de la réunion A là, c'est ça? Est-ce que vous regardez la réunion A? Je voulais juste clarifier si votre question parlait de la réunion A ou de la réunion B... Nous n'en sommes pas encore à la réunion B. Donc, on va mettre votre question de côté, si c'est possible. Pour l'instant, on s'occupe de la réunion A.

FATIMA CAMBRONERO : Je pensais qu'on avait avancé plus vite et qu'on était déjà à la réunion B.

BERAN GILLEN : Non. Ce que je disais s'appliquait à la réunion A. On va donc... de l'ensemble de la réunion A pour chaque jour. Maintenant, si votre question s'adresse à la réunion A, c'est une question tout à fait valide. J'aimerais d'ailleurs y répondre. Parce que c'est quelque chose qu'Alan a mentionné lors de notre réunion... La question, plutôt la préoccupation, c'était de savoir s'il faut qu'on ait des réunions en même temps pour toutes les régions... la présence du personnel. Donc, nous n'avons pas changé le calendrier... mais je pense qu'on pourrait séparer plutôt... donc, séparer et étaler dans l'emploi du temps. Donc, pour répondre à votre question, ce sont les réunions des RALOs.

Maureen, y'a-t-il d'autres... de la réunion A? Parce que j'aimerais terminer là-dessus. J'ai l'impression que nous avons un petit

peu une idée de ce que nous souhaitons voir pour la réunion A. Après, on pourra... certains blocs... Evan, Maureen et Sébastien, je terminerais A. Après, ce sera terminé; nous passerons à la réunion B.

Evan, allez-y.

EVAN LEIBOVITCH :

C'est en fait plutôt un commentaire qu'une question. Je vois qu'il y a deux forums publics séparés. Donc, ma question est la suivante : pourquoi est-ce qu'il y a le souhait d'avoir deux forums publics plutôt qu'un? Également, est-ce qu'il y aura la participation... nous avons essayé de faire, qui a bien fonctionné. Et puis, je serais curieux également de savoir pourquoi il y a très peu de temps qui nous reste dans l'horaire... qui est intercommunautaire. Tout semble être très fermé. Il y a des réunions avec l'ALAC et la GNSO, mais il peut y avoir aussi du travail sur les sujets spécifiques... communautaires. Et il n'y a pas vraiment d'espace pour ce genre de choses, pour essayer d'encourager davantage de travail intercommunautaire – c'est ce qu'on essaie de faire —, mais il semble qu'il y ait très peu d'espace dans le... on a l'impression de travailler toujours en silo.

BERAN GILLEN : Merci, Alan. Par rapport aux deux forums publics – merci, Evan. Encore une fois, je vous ai confondu! Pour votre première question sur la question des forums publics, je vais laisser Sébastien y répondre. La deuxième question... personnelle... ou non, c'était la question sur le travail intercommunautaire...?

EVAN LEIBOVITCH : C'était sur le fait qu'il y a peu de temps alloué dans la réunion A pour un travail intercommunautaire. Des groupes basés sur des thèmes qui sont, donc – qui intéressent plusieurs communautés. C'était ça, ma question.

BERAN GILLEN : Merci, Evan. Sébastien, vous avez la parole.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci, Beran. Je crois qu'il faut se concentrer sur le besoin. Il faut se concentrer sur la question des besoins de l'At-Large. Donc, je suggérerais de ne pas reposer la question... Groupe de travail de la stratégie de la nouvelle réunion. Et ç'a été accepté par le Conseil d'administration. Donc, la question à savoir pourquoi il y a deux réunions publiques, bon, ç'a déjà été décidé. L'ICANN a expliqué pourquoi au moment où ç'a été décidé. Nous n'avons pas le temps d'en parler. Par contre, ce

dont il faut parler, c'est quels sont nos besoins, où est-ce que nous souhaitons effectuer notre travail?

Deuxième chose. Par rapport aux réunions générales, je ne suis pas d'accord avec votre réponse : les réunions générales ont été demandées par le Groupe de travail sur la stratégie des réunions et la demande, c'est de rassembler les cinq régions en même temps dans le même lieu. Et donc, toutes les personnes qui sont impliquées dans une région soient présentes. Ce n'est pas l'At-Large de manière spécifique ou l'ALAC, c'est quelque chose qui doit être organisé pour la totalité de l'organisation. Donc, lors des réunions A, la proposition, c'était d'avoir en fait une réunion à une des deux réunions, soit A, soit C, de manière à avoir les sept salles, et on peut parler des sujets dont on souhaite parler dans les langues spécifiques aux régions. Sept salles et sept langues.

Alors, je crois qu'il y a plusieurs propositions qui ont été faites d'organiseurs des réunions. Maintenant, il faut voir comment on met tout ceci dans l'ordre du jour.

BERAN GILLEN :

Merci. Je voudrais faire un commentaire par rapport au travail intercommunautaire qui a été fait. Donc, ça, c'est quelque chose qui fait partie de la réunion B. si vous souhaitez qu'on intègre

cela à la réunion A, on peut y réfléchir. Mais c'est donc à la réunion B qu'il est prévu d'allouer davantage de temps pour le travail intercommunautaire.

Alors, je vais passer la parole à Tijani, ensuite, à Maureen, et ensuite, ça devrait être terminé pour la réunion A.

TIJANI BEN JEMAA : Evan, il faut que vous sachiez qu'il y a quand même sept créneaux horaires pour le travail intercommunautaire lors de la réunion A. Je pense qu'on ne peut pas faire mieux.

BERAN GILLEN : Maureen, vous avez la parole.

MAUREEN HILYARD : Merci, Beran. Ce que je souhaitais dire est similaire à ce que Tijani vient de dire. Je crois que la focalisation pour beaucoup de ces réunions, c'est réellement de permettre aux ACs, aux SOs, à l'ALAC, de faire les choses un petit peu différemment. Et je comprends ce que vous avez dit, et je pense que je suis d'accord pour dire que le fait de n'avoir que trois jours avec l'équipe, eh bien, cela représente un certain avantage. Et en termes d'interaction intercommunautaire, de coopération pour les différentes parties en termes de changements de notre

approche des choses, et d'une meilleure compréhension de la façon dont les autres groupes fonctionnent, cela pourra être un avantage, cela nous permet, en fait, d'avancer dans un autre sens. Et c'est quelque chose sur lequel on peut élaborer.

J'imagine que ce changement n'aura pas lieu. Ce changement n'aura pas lieu lors de la première année, mais le changement va être graduel. On va voir un petit peu comment il va se faire.

BERAN GILLEN :

Merci, Maureen.

Evan, j'ai quand même une question. Il y a eu un malentendu. Lorsque vous avez dit « le travail intercommunautaire », qu'est-ce que vous vouliez dire? Est-ce qu'on parle du CCWG, donc des groupes de travail intercommunautaire? Ou CWG, etc.? Ou est-ce que c'est un travail entre les différentes communautés?

EVAN LEIBOVITCH :

Je pense de manière très spécifique au travail de politique des sujets qui avaient été... par exemple le soutien aux candidats, ce qui a été fait en termes des processus, le travail qui a été fait sur différents points. Je pense aux politiques de manière très spécifique. Et en ce sens, je ne veux pas dire l'ALAC et la GNSO se retrouvent. Je pense à des thèmes spécifiques.

Par exemple, le Groupe de confiance du consommateur – il y a de plus en plus de travail qui est fait... Voilà. À une époque, c'était l'ALAC qui participait aux groupes de la GNSO. Maintenant, nous sommes plus à pied d'égalité où il y a des moyens de collaborer sur des sujets assez précis, de manière intercommunautaire, ou des sujets de la communauté.

BERAN GILLEN :

Merci, Evan. Donc, en fait, c'est bien ça, nous avons réservé ceci à la réunion B, le fait d'avoir un temps pour discuter à l'Internet sur ce genre de choses. Et je pense que c'est justement une excellente transition vers une discussion sur la réunion B, non? À moins que Tijani ait quelque chose à ajouter...?

TIJANI BEN JEMAA :

Je voulais dire à Evan que là, on parle de réunions thématiques. Et donc, il faut avoir un thème déjà pour avoir un groupe intercommunautaire et un groupe intercommunautaire pour créer un groupe intercommunautaire. La question, c'est le thème. Il y en a qui existe maintenant, des groupes intercommunautaires. Il y en avait par le passé. Vous l'avez rappelé. Mais la question, c'est le thème.

BERAN GILLEN :

Merci à tous. Je pense que nous avons une idée assez claire de ce que vous souhaitez voir lors de la réunion A. Nous allons un petit peu déplacer certains blocs et nous allons voir ce que nous arrivons à obtenir. Nous vous en ferons part.

Nous passons maintenant à la réunion B. La discussion va être très intéressante.

Alors, Ariel, je vais vous demander d'afficher la dernière version qui a été mise sur le Wiki de la réunion B, celle que Sébastien avait modifiée.

... éclaircir un petit peu la...

Donc, nous avons quatre jours de réunions pour la réunion B. Et ce qui a été très clair : on n'a pas la possibilité de commencer avant le lundi et on ne peut également pas aller au-delà du jeudi. Cela a été déclaré... donc, nous avons le lundi et le mardi, le mercredi et le jeudi.

Alors, le thème... que la journée 1, c'était la sensibilisation. La journée 2, c'est un travail intracommunautaire entre les SOs... Le quatrième jour, c'est l'intercommunautaire entre les ACs et les SOs. Voilà où la suggestion d'Evan — où la préoccupation d'Evan entre en jeu.

Alors, la première journée. Si vous regardez la journée 1, vous ne voyez pas de changements, *remains unchanged*. Ariel, si vous pouvez montrer la première version de Vanda. Ensuite, la mienne...

VANDA SCARTEZINI : ... envoyé, je crois, la dernière version que vous m'avez donnée. J'avais des couleurs, etc.

BERAN GILLEN : ... que Vanda nous donne... La première journée, que nous avons à l'écran – donc, la première journée, ce serait une journée de sensibilisation principalement. C'est le lundi. Donc, je pense que... enfin, j'espère, surtout si on se rend dans les universités ou quoi que ce soit. C'était en fait un problème pour la réunion A, mais là, ça devrait aller. La journée 1, c'est donc la sensibilisation uniquement. Cela dépendra de la stratégie d'engagement, de sensibilisation... des régions, le travail avec les différents représentants, sans la communauté. Donc là, on parle de l'ACRALO... Il nous fait nous mettre d'accord sur le comment de cette sensibilisation, comment faire pour y arriver.

Alors, n'oublions pas, pour la réunion B, parce qu'on est toujours dans l'exercice... nous n'avons pas de budget uniquement pour cette année. Pour la réunion B... surtout interne. En fait, ce

serait de *l'inreach*, en anglais, donc de la sensibilisation interne. Et cela concerne uniquement... Donc, pour la réunion B parce que nous sommes encore limités en termes de budget.

Tijani, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA : Je pense qu'Heidi et Nick ont dit que pour Panama, il y aurait un transport qui sera fourni, c'est ça?

BERAN GILLEN : D'accord. Je croyais que c'était uniquement pour la réunion A. Si c'est pour la réunion A, B et C, c'est parfait... nous rendre à l'extérieur lors de la réunion B [inaudible].

Est-ce qu'il y a des préoccupations, des questions, des commentaires par rapport à la réunion B, le jour 1?

Vanda?

La structure est définie. La journée 1, c'est la sensibilisation et 3, c'est le travail interne. La journée 4, c'est donc intracommunautaire. J'aimerais... de manière à ne pas tout mélanger. Nous avons déjà parlé de la sensibilisation pour la journée 1. On fera le reste après.

SEUN OJEDEJI : La raison pour laquelle j'avais levé la main, vous l'avez déjà clarifiée. Alors, ma deuxième question est la suivante. Donc, nous avons quatre jours en termes de groupes de travail intercommunautaire... CWG ou l'ICG ont duré jusqu'à ce moment-là, mais il y en a qui pense que c'est possible. Donc, si nous avons toujours ces groupes de travail, eh bien, il semblerait qu'il y ait... sur les quatre jours, il n'y en a pas qui correspondent exactement... Il semblerait qu'il y ait un problème. Comment s'occupe-t-on de cette question? Voilà. Je m'arrête là.

BERAN GILLEN : Merci, Seun. Si vous regardez la quatrième journée, regardez la journée 4, nous avons les réunions avec les SOs et les ACs, 10 h à midi, réunion avec les SOs et les ACs; de 13 h à 15 h, réunion du leadership régional et de l'ALAC. Alors, de 8 h à 10 h, c'est les réunions avec les SOs et ACs. Il y a une suggestion de Sébastien : former ceci en réunion CCWG, ICG, etc., tous les groupes communautaires qui sont en vogue au moment où on parle. Donc, pour ces créneaux horaires, on inclut ceci. Donc, 8 h à 10 h; 10 h à midi et 13 h à 15 h, ce serait le travail intercommunautaire que ce soit le CCWG, l'ICG, le CWG, le CCWG IG.

Quel que soit le cycle en vogue du moment, on le mettrait dans ces créneaux horaires. Donc, six heures liées au travail intercommunautaire. J'espère que ça répond à votre question.

Vanda, allez-y, vous avez la parole.

VANDA SCARTEZINI :

Je voulais simplement parler d'un point... le concept de la réunion B, en dehors de ce que Beran a expliqué en ce qui concerne la division des différents... nous avons en fait un concept général. Première chose, c'est privilégier les groupes de travail. Le deuxième point, c'est donc le travail ALAC, l'entretien des réunions ALAC et du Conseil d'administration. Et il a proposé une réunion avec les SOs et les ACs et donc... nous avons des idées pour la dernière journée dont on vient de parler. Et nous avons également... un travail intercommunautaire et interRALOs... et aussi... s'adresse aux changements de stratégies et d'idées qui sont un petit peu des idées... des réunions, que nous n'avions, en fait, jamais. ... un lieu d'échange d'opinions entre les RALOs... en termes de stratégie. Donc, l'idée, c'est utiliser ceci pour avoir une expérience interne d'échanges. Nous avons donc des concepts derrière les propositions...

BERAN GILLEN :

Merci, Vanda. Je pense qu'en termes de sensibilisation et d'engagements, la première journée, c'est très bien. Maintenant, nous passons... alloué. Le temps... Nous savons également que pour certains de ces groupes de travail, nous avons identifié les groupes de travail qui étaient actifs... les créneaux horaires qu'il nous fallait. Donc, en principe, on a deux... de 8 h à 10 h, donc deux créneaux horaires... également de les mettre en même temps parce que nous savons que beaucoup de personnes font partie des différents groupes de travail et donc, ils doivent... Donc, 8 h à 10 h la deuxième journée. Et ensuite, le travail sur la politique ALAC pendant deux heures, et ensuite, nous avons une pause. Ensuite... ou la session stratégique, de 13 h à 15 h. Et enfin, ALAC et le Conseil d'administration le mardi après-midi.

Vers le haut, j'ai l'impression qu'il me manque quelque chose...

Ensuite, il y a *inreach*, donc la sensibilisation à l'interne avec les boursiers et le programme NextGen. Donc... à l'interne.

Ensuite, la troisième journée, il y a une stratégie interrégionale. Alors, ce qui est important par rapport à ces groupes — ces blocs, c'est que les RALOs... de l'ALAC pour discuter de leurs questions. La plupart des RALOs font des activités qui pourraient intéresser d'autres RALOs et qui pourraient leur être utiles, soit pour adapter ces idées dans leurs différentes régions. Donc, nous avons deux heures pour les RALOs. Suivant les RALOs, bien

sûr. Elles pourront se rassembler, parler... etc., de manière à parler des informations, utiliser les atouts les unes des autres. Donc, ça, c'est la session stratégie. L'échange...

Tijani souhaite prendre la parole? Vanda, je ne sais pas si vous parlez ou pas...? Non? OK. Tijani, allez-y.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Donc, la séance dont vous parlez, elle est différente de la réunion du Secrétariat?

BERAN GILLEN : Oui. C'est complètement différent. Là, c'est une séance stratégique entre les RALOs. Et je crois qu'il sera très intéressant de voir quelles sont les discussions qui ressortent de cette séance... ce que nous apprenons les uns des autres. Je pense que nous ne... pas suffisamment là-dessus.

TIJANI BEN JEMAA : Effectivement, j'aimerais voir ce qui se passe pendant ces réunions. Parce que je vois toutes les réunions du Secrétariat, les réunions entre les régions et ce dont on parle, c'est en fait ce qui se passe, ce qui se passe au sein de ces régions. Qu'est-ce que vous allez ajouter alors à ça? Si vous avez des supports, très bien. Mais si vous n'avez rien à y mettre, je ne vois pas trop...

BERAN GILLEN : Merci, Tijani. Si vous regardez l'horaire... réunions du Secrétariat des RALOs... donc, l'objectif de cette réunion, ce n'est pas de remplacer les réunions du Secrétariat, mais ceux dont je me suis rendu compte lorsque je travaillais sur la séance de stratégie et de sensibilisation avec Dev et les RALOs... c'est que nous pouvons apprendre beaucoup les uns des autres par rapport à la manière dont nous faisons les choses dans nos régions. Et donc, j'ai commencé à me dire qu'il fallait travailler de manière à s'assurer que toutes les régions discutent, se parlent. Parce que parfois, on est un petit peu isolé au sein des RALOs. On a les réunions de leadership ou alors les réunions du Secrétariat, mais en dehors de ça, il n'y a pas de fusion, il n'y a pas de sentiment d'appartenance au même groupe. C'est ça, en fait, l'idée, à la base, par rapport à ce créneau horaire.

Alberto, vous pouvez prendre la parole.

ALBERTO SOTO : Merci, Beran. Je suis tout à fait d'accord. Je disais donc que je suis tout à fait d'accord sur l'utilité de ces deux heures. C'est même peut-être un peu court. Parce qu'on a, par exemple – on va devoir, par exemple, parler de chiffres, de procédures, de problématiques pour faire participer les différentes ALS. Même

s'il s'agit de zones différentes, on va s'apercevoir qu'on a beaucoup de points en commun pour pouvoir arriver à faire en sorte qu'on travaille de la même manière et qu'il y a un équilibre entre nous tous.

BERAN GILLEN : Merci, Alberto. J'ai Heidi qui veut prendre la parole.

HEIDI ULLRICH : Merci, Beran. Quelques questions... bon moment. Je ne vois pas de réunions régionales des RALOs. Par contre, ce que je vois, c'est beaucoup de groupes de travail qui se réunissent. Donc, moi, ce que je me demande, c'est que... réunions B, est-ce que l'At-Large considèrerait... les présidents des groupes de travail des RALOs plutôt que tous les présidents des RALOs. Je vois... stratégique, je vois bien qu'il y a besoin des dirigeants, mais je vois beaucoup de groupes de travail également. Donc, je ne sais pas s'il faut y réfléchir. Il y a également l'assemblée générale pendant trois heures, la journée 3. Est-ce que cela veut dire que l'on souhaite avoir une assemblée générale lors de toutes les réunions B seulement pour un jour? On va y réfléchir aussi et clarifier un petit peu ce que...

BERAN GILLEN :

Merci, Heidi. Effectivement, on pourrait réfléchir en ce qui concerne les groupes de travail, donc rassembler les présidents des groupes de travail, mais en ce qui concerne l'assemblée générale, ce que nous souhaitons faire, c'est noter le commentaire d'Alan... une des réunions sur les parties de travail, donc ne pas perdre du concept de l'assemblée générale lors de la réunion B. Avant, en fait, il n'y avait rien pour l'assemblée générale. Donc, la préoccupation, c'était qu'on perde complètement l'assemblée générale dans la réunion B. Ce qui voulait dire que les régions de l'Amérique latine et l'Afrique, par exemple, ne pourraient jamais avoir d'assemblées générales. Donc, je ne souhaitais pas perdre ceci. ... pour le concept, et c'est la raison pour laquelle on a cette réunion pendant la troisième journée.

Alan, vous souhaitez faire un commentaire là-dessus?

ALAN GREENBERG :

Il y a plusieurs choses. La question que j'avais posée par rapport aux assemblées générales, c'est qu'il y a eu un moment où on a dit qu'étant donné que le concept, c'était de rassembler les personnes à la réunion ICANN et donc de leur montrer la totalité de ce qui se passe lors des réunions ICANN ainsi que tout ce qui est général parce que forcément... ce qui est focalisé sur l'At-Large. Et donc, ces réunions... n'ont pas cela. Et donc, la théorie

qui a été posée, c'était de ne pas avoir d'assemblées générales lors des réunions B. Mais l'implication, c'est qu'il n'y en aura jamais en Afrique, d'assemblées générales, par exemple. Ou en tous cas, pas pendant très longtemps. Et de toute évidence, cela n'était pas acceptable. Si on prévoyait avoir cinq assemblées générales entre les sommets, il nous fallait voir comment rendre ces assemblées générales utiles.

Maintenant, trois heures qui sont allées à l'assemblée générale, ce n'est pas exactement ce que je voulais dire. Chaque fois, nous souhaitons d'intégrer les gens des ALS dans le reste de la réunion et de temps à autre, il y a quelque chose en plus pour nous assurer vraiment de profiter un maximum, pour ainsi dire... Mais si on a une assemblée générale lors de la réunion B, eh bien, il faut qu'elle soit efficace. Et c'est peut-être le sacrilège la journée supplémentaire, je sais qu'on n'y a pas droit, mais c'est peut-être ce qu'il va nous falloir faire. Donc, c'est simplement pour nous assurer que les choses soient claires. Il faut qu'il y ait une assemblée générale lors des réunions B.

Alors, par rapport à la première question, par rapport aux dirigeants des RALOs, la décision a été prise au début de la discussion, comme quoi on ne peut pas toujours rassembler les mêmes 25-27 personnes aux réunions B. Au tout début, on a avait dit qu'il faudrait que ce soit des personnes différentes.

J'ai pratiquement terminé.

... repenser nos décisions, de toute façon.

BERAN GILLEN : Merci, Alan. Donc, d'après ce que j'ai compris, l'assemblée générale pour la réunion B à Panama, on l'oublie. Et, quel que soit le créneau réservé pour l'assemblée générale, on ne l'organise pas au Panama.

ALAN GREENBERG : Oui. Vous avez entendu Alberto qui a parlé de l'organisation d'une assemblée régionale au dernier moment. Alors, moi, ce que j'ai dit, c'est que c'est peut-être difficile de le faire, mais ce n'est pas impossible. Il va peut-être falloir s'adapter.

BERAN GILLEN : Merci, Alan. On a encore une demi-heure pour parler de la réunion – terminer de parler de la réunion B puis terminer la discussion sur la réunion C.

Humberto?

HUMBERTO CARASCO : Alors, une précision. On est en train de modifier notre point de vue par rapport au fait d'organiser une assemblée générale au début ou pas. ... nous avons un problème particulier à l'ACRALO, c'est le suivant : essayer de voir comment résoudre ce problème d'une autre manière. ... plus de nouveautés là-dessus plus tard, mais pour l'instant, nous ne sommes pas encore fixés par rapport à cette assemblée générale, Alan.

BERAN GILLEN : Merci, Humberto, de cette précision. Donc, on a fini avec l'examen de la première journée.

Deuxième journée et dernière partie de la troisième partie, c'est le *showcase* régional de 20 h 30 à 22 h 30. Allez-y, Raf.

RAFID FATANI : Alors, une question que je vous pose dans la salle : est-ce que vous pensez qu'il est nécessaire d'organiser un *showcase* régional? Est-ce que vous pensez qu'il existe encore un besoin d'organiser un *showcase* régional? Tijani?

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Il est toujours nécessaire d'organiser un *showcase*. Il est toujours nécessaire d'organiser un événement social pour la région qui organise cette réunion. Je pense que c'est une

excellente coutume, une excellente tradition que nous avons mise en place depuis Nairobi, me semble-t-il. Et je pense que c'est l'un des moments les plus agréables parce que tout le monde au sein de l'ICANN participe à cet événement social. Et c'est un événement très apprécié, donc absolument pas à passer à la trappe. Merci.

BERAN GILLEN :

Merci, Rafid. Merci, Tijani.

Passons à la journée numéro 4, très rapidement, parce qu'on a déjà abordé la plupart des points qui figurent ici. Donc, 10 h à midi puis 13 h à 15 h, et 15 h à 17 h pour les différents groupes intercommunautaires.

Quatrième créneau, de 17 h à 19 h, le travail sur les politiques ALAC. Là encore, il s'agit d'une séance de synthèse sur les points qui ont été invoqués et mises à jour par les présidents des groupes de travail. Et dernier créneau, également une séance de synthèse sur le travail de l'ALAC sur les politiques.

Donc, ça ressemble beaucoup aux réunions qu'on a actuellement. Ensuite, 19 h 30 à 21 h 30, peut-être qu'on pourrait organiser une réunion sous forme de dîner pour cette dernière réunion de synthèse.

Tijani?

TIJANI BEN JEMAA : Oui. Lorsque vous avez pensé à la structure de cette réunion ALT – l'ALT invite le personnel de l'ICANN et le président du Conseil d'administration. Ça, ça ne va pas être possible de le faire sous forme de dîner. Si vous acceptez cela, vous modifiez un petit peu le genre de réunions qu'on organise actuellement.

BERAN GILLEN : Merci, Tijani. J'ai Alan, mais je vais peut-être répondre d'abord, Alan.

C'est simplement une suggestion, comme tout ce qu'on a proposé ici. Ce n'est pas gravé dans le marbre. On peut tout à fait en discuter. Mais je voulais simplement vous dire que ç'a été repoussé deux heures plus tard par rapport à l'horaire où vous vous réunissez habituellement.

Alan.

ALAN GREENBERG : Pour faire en sorte que tous ces seniors de l'ICANN se retrouvent après, je pense que ce sera très difficile de tous les réunir à cette heure-là.

BERAN GILLEN : Merci. On va prendre en compte ce point. Passons à la réunion C.

Holly, vous avez la parole.

HOLLY RAICHE : J'ai cru comprendre qu'on essayait d'organiser deux assemblées générales par an. Or, je n'en vois qu'une. Donc, dois-je en conclure qu'on supprime les assemblées générales et on a plus qu'une assemblée générale par an?

ALAN GREENBERG : La réunion C, elle va avoir lieu l'année prochaine. Ce sera lors du prochain exercice fiscal. Donc, ce n'est pas encore budgétisé.

HOLLY RAICHE : Je ne comprends pas l'explication. Parce que s'il y a trois réunions et que lors d'une réunion, il y a l'assemblée générale, ça veut dire qu'on organise une assemblée générale qu'une fois par an.

BERAN GILLEN : Excusez-moi, je suis un petit peu perdue. Peut-être qu'Alan et Sébastien pourront m'éclairer un peu.

ALAN GREENBERG : Oui. Alors, pour rappeler que les réunions A et B font partie d'un exercice fiscal et la réunion C fait partie d'un autre exercice fiscal... Or, pour l'instant, on n'a pas encore budgétisé la réunion C. Donc, on ne sait pas s'il y a une assemblée générale pour la réunion C.

Autre aspect de votre question, est-ce que nous pourrions organiser deux assemblées générales en une seule année? J'espère que ça pourra être le cas. Et il va très certainement falloir organiser une assemblée générale pour les réunions B, sauf de quoi, la région Amérique Latine, Caraïbe et l'Afrique aura un problème.

HOLLY RAICHE : Oui, je comprends bien ce que vous dites par rapport au budget, mais ce que je disais, c'est que je ne comprends pas là où on commence et où on termine. Mais le fait est qu'il y a trois réunions en l'espace de 12 mois. Donc, lors de deux réunions, il y a deux assemblées générales et lors de la suivante, il n'y en a pas? Ça veut dire qu'on n'a pas suffisamment de temps pour organiser des assemblées générales.

ALAN GREENBERG : Je ne sais pas d'où vous avez sorti cette idée qu'il faut organiser une seule assemblée générale par an.

HOLLY RAICHE : Non, c'est ce que j'ai cru comprendre.

BERAN GILLEN : Merci, Holly. Je vais laisser Heidi clarifier.

HEIDI ULLRICH : En fait, ça, ça s'ajoute à une réunion normale. Donc, si vous êtes d'accord pour approuver une assemblée générale, il n'y a pas de problème. Donc, il ne faut pas perdre de vue le budget. Sachez que la réunion B, elle va se dérouler sur quatre jours. Les frais de voyage, ce seront les mêmes, mais ensuite, quatre jours de logement et ça, c'est à comparer à une réunion A sur six jours et une réunion C sur sept jours. Donc, il faut bien réfléchir à l'expérience que vous voulez pour ces ALS. Est-ce que vous voulez qu'il y ait plus de forums publics ou bien que ces ALS sachent bien ce que fait l'ALAC lors d'une réunion B?

BERAN GILLEN : Merci, Heidi. Très brièvement, Sébastien, je vais vous céder la parole parce que j'aimerais passer à la réunion C.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui. Je voulais simplement dire que lorsqu'on a travaillé sur ces calendriers, nous n'avons pas inclus l'assemblée générale. Lorsqu'on a traité la réunion B, on s'est posé la question à savoir si l'on veut une assemblée générale lors de la réunion B. on a décidé de l'ajouter au calendrier. Mais comme Heidi l'a dit, les réunions A et B sont ouvertes aux assemblées générales, mais on peut en discuter.

Par rapport à la question d'Heidi sur le temps qu'on veut allouer à la participation des ALS, effectivement, c'est important. Parce que pour les réunions C, on est censé les organiser pour faire en sorte que les personnes participent à cette réunion et pas forcément à d'autres. Donc, on va concentrer sur certaines questions et d'autres questions seront traitées dans d'autres réunions de cette conférence. Donc, certains décideront – ou on décidera pour eux – qu'ils ne participent pas à toutes les réunions. Donc, je pense que le point soulevé par Heidi est très important. Ici, on parle de ce calendrier. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette position? Si vous l'êtes, parfait. Sinon, dites-nous simplement ce que vous voulez modifier. Et toutes les autres questions par rapport au temps dont vont avoir besoin les gens pour participer à une assemblée générale, on pourra en parler ensuite. Ce n'est pas le propos maintenant.

BERAN GILLEN : Oui, est-ce qu'Holly veut intervenir?

HOLLY RAICHE : Oui. Je commence à comprendre un petit mieux les choses. En fait, pour la réunion B, c'est l'endroit et le lieu logique pour une assemblée générale. Mais si nous voulons une réunion supplémentaire, il va falloir l'intégrer dans la réunion B ou dans la réunion C. Parce que là, on parle d'assemblées générales potentielles. Donc, est-ce que tout ce qui figure ici à l'écran est gravé dans le marbre?

BERAN GILLEN : Pour préciser un petit peu les choses, la raison pour laquelle on a proposé une assemblée générale, c'était pour une réunion B. Pourquoi? Parce que la réunion B était unique dans sa structure. On n'a pas beaucoup de marges de manœuvre. Donc, il faut essayer... l'assemblée générale dans une réunion B. C'est pourquoi on l'a introduite ici. Ça ne veut pas dire que cette assemblée générale ne peut pas avoir lieu dans une réunion A ou dans une réunion C. On n'aura beaucoup plus de temps pour l'introduire.

On a deux minutes et demie avant la fin de cette séance. Donc, vous serez tous d'accord que la réunion A et la réunion C, elles se ressemblent beaucoup. Voilà, vous l'avez ici à l'écran. Donc, on

va prendre bonne note des différences par rapport à la réunion A. D'abord, activités de sensibilisation qui passent du samedi au lundi. Et je pense qu'un problème que je n'ai pas soulevé – et j'aimerais connaître votre réaction là-dessus –, c'est le suivant : si certaines personnes ne faisaient pas partie d'un groupe de travail en particulier, elles allaient finalement être un petit peu dépourvues et n'allaient pas savoir quoi faire pendant quatre heures. Donc, est-ce que vous voulez plus de participations de la part de différentes personnes?

Alan, vous avez la parole.

ALAN GREENBERG :

J'ai bien peur que ce soit un des points qu'il faut voir au fur et à mesure qu'on va avancer. Et il faut voir également le chevauchement entre la composition des groupes de travail. Parce que s'il y a une personne qui est essentielle dans un groupe de travail, mais qui doit participer en même temps dans un autre groupe de travail, à une autre réunion, c'est très difficile de le prévoir un an à l'avance.

BERAN GILLEN :

Merci, Alan. Donc, ma suggestion pour la réunion B, ce serait la suivante : travailler sur la stratégie et la région ALAC. Et comme Holly l'a dit, ce n'est pas gravé dans le marbre, donc on va

prendre en considération ce que vous avez dit ici pour la réunion A et réunion C, et j'espère que pour la réunion de jeudi, nous allons pouvoir vous faire des propositions concrètes par rapport à ce que vous avez dit aujourd'hui. Mais on a énormément progressé. Vous nous avez donné beaucoup de matière à réfléchir, donc merci à tous de votre temps, de votre patience. Merci. Je vois que personne n'a quitté la salle.

Donc, merci beaucoup. On se retrouve jeudi.

ALAN GREENBERG : La séance n'est pas levée, Mesdames et Messieurs. On va simplement changer de place.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Alors, sachez qu'il n'y aura plus de café à partir de 15 h 30 précise. Donc, si vous voulez un petit café, vous pouvez passer au premier étage. Vous arriverez peut-être à temps.

ALAN GREENBERG : Est-ce que j'ai mal interprété le calendrier? Vous quittez la salle parce que la séance est levée? Non, non, la pause-café commence dans un quart d'heure, Mesdames et Messieurs.

On a prévu donc une pause-café – il n’y a plus de café, c’est ça. Mais si on laisse les gens quitter la salle maintenant, ils ne vont jamais revenir. Bien, alors, profitez bien de votre café. On se revoit dans 15 minutes.

[PAUSE-CAFÉ]

ALAN GREENBERG : Mesdames et Messieurs, est-ce qu'on peut reprendre notre réunion s'il vous plaît? On est prêt.

Alors, premier point à l'ordre du jour que l'on reprend, avant la pause-café. Appel à volontaires ou bénévoles pour l'équipe de révision sur la concurrence, la confiance et le choix du consommateur. Vous vous souviendrez qu'en association avec le programme des nouveaux gTLDs, l'affirmation d'engagement, c'est-à-dire l'accord – le dernier accord signé entre l'ICANN et la NTIA a demandé une révision de la confiance et le choix du consommateur des gTLDs pour être fixé un an après le premier déploiement des nouveaux gTLDs conformément à ce programme.

Donc, il était prévu que cela commence en janvier 2016. Il y a actuellement un appel à candidatures pour cette équipe de révision. Donc, le délai pour la soumission des candidatures, c'est le 30 octobre. ... ce délai est repoussé, je ne crois pas que ce soit le cas cette fois-ci.

Donc, les candidats, en général, peuvent présenter leur candidature, mais il faut qu'ils disent spécifiquement quels ACs et SOs ils pensent qu'ils vont représenter et quels SOs ou ACs vont les soutenir.

On ne sait pas combien de candidats vont être soutenus par l'At-Large et vont être acceptés, mais en fonction de notre participation dans ce processus général sur la confiance et le choix du consommateur ces dernières années — il y en a plusieurs qui sont associés à cela — et en fonction de notre participation dans notre révision AoC, je pense qu'on va être au nombre de trois, peut-être un. S'il y a une seule personne, je ne serais vraiment pas content et je pense que vous non plus. Donc, nous allons sélectionner des gens. Et je vais faire une proposition. Et j'aimerais donc ouvrir à cette question au début.

Cheryl?

CHERYL LANGDON-ORR : Est-ce que vous voulez que ceux qui ont d'ores et déjà présenté leurs candidatures le disent?

ALAN GREENBERG : Non, non, ce n'est pas nécessaire.

CHERYL LANDON-ORR : Bon, ben sachez que je l'ai fait.

ALAN GREENBERG : Oui, aujourd'hui, je n'en ai pas reçu de copie. Si vous l'avez envoyé à quelqu'un, il va me le transférer, cette demande de candidature, mais peut-être que ce ne sera pas fait avant la fin ou la date butoir pour présenter ces candidatures.

Donc, je le répète, date butoir pour la présentation des candidatures, le 30 octobre. Cette équipe de révision devrait être nommée, d'après moi, à la fin décembre. Ça doit figurer quelque part... je n'ai pas vérifié. Mais on a trois ou quatre semaines pour accepter ou non les candidats. Donc, on va s'assurer que vous connaissiez bien. Je sais [peu clair]...

Donc, date butoir : 30 novembre. Je le répète. Donc, on a encore un mois. J'aimerais suggérer que le premier niveau filtrage fait par cette équipe, sachant que tout membre a été candidat ALT, va devoir demander à un autre membre de la région ALAC de le remplacer. Je ne sais pas dans quelles mesures ce processus est totalement confidentiel. Je sais que par le passé, nous avons été modérément restrictifs par rapport à la publication de tous les détails longtemps à l'avance. La dernière sélection devra être faite par l'ALAC. Il pourra s'agir d'un processus simple ou bien d'un débat de fond sur l'ALAC. Donc, ça sera fait à huis clos parce que l'ALAC, d'une manière générale, ne parle pas de questions personnes lors de séances publiques.

Donc, peut-être que je vais vous soumettre ça pour commentaires. Peut-être que le dernier niveau de sélection, ben, ça va dépendre du nombre de candidatures qu'on reçoit pour voir quels sont les remplacements qui s'imposent. Donc, sachez que par le passé, nous avons eu plusieurs expériences avec les candidatures présentées pour cette équipe de révision. Parfois, nous avons eu très peu de candidatures et parfois, nous avons reçu un grand nombre de candidatures, dont certaines n'ont pas d'expériences en la matière et d'autres, n'ont absolument aucune expérience de participation à At-Large.

Donc, lorsque je parle de filtrage au premier niveau, il faut s'assurer que soit, il faut faire une révision détaillée des 15 membres ALAC et retenir les candidats les plus sérieux. Bien entendu, on ne peut pas, dans l'état actuel des choses, savoir qui va présenter ces candidatures. D'ailleurs, j'en profite pour vous dire qu'étant donné que cela va être fait au mois de novembre, cela va être fait par le nouveau ALAC et non pas par les anciens. Oui, Tim?

TIM DENTON :

Alors, que doit-on faire?

ALAN GREENBERG : Alors, en fait, il s'agit de passer en revue les candidatures qui sont présentées, voir si on les soutient ou pas.

TIM DENTON : Non, non, ce n'était pas la question je vous posais. Que va faire la personne si elle est nommée par ce groupe?

ALAN GREENBERG : Il y aura un membre de l'équipe de révision sur la concurrence, la confiance et le choix du consommateur qui va se réunir au cours de... 2015, au cours de différentes téléconférences et peut-être une entrevue plus personnelle pour voir comment le programme des nouveaux gTLDs a été mis en place du point de vue des consommateurs et faire des recommandations sur la manière de modifier cela pour répondre davantage aux besoins des consommateurs.

Evan? Ah, attendez. Un détail. Le travail est modérément intensif. Donc, comme dans tout groupe, le volume de travail varie, certains travaillent énormément, d'autres moins. Donc, nos attentes sont très élevées par rapport aux personnes que nous voulons soutenir par rapport à la contribution significative que nous attendons de sa part.

Evan.

EVAN LEIBOVITCH :

Merci. Je voulais parler de la question de Tim et d'être peut-être moins spécifiques par rapport à ce que l'on attend de ces personnes. Parfois, il y a... il y a eu une équipe de révision qui a été créée au niveau intercommunautaire, et la GNSO et l'At-Large ont été consultés sur les choses qu'on devait mesurer pour voir dans quelles mesures le programme gTLD répondait aux besoins du public, etc.

À l'époque, il y a eu toute une série de mesures présentée par la GNSO et l'ALAC ensemble au sein d'un groupe... la GNSO, en tant que groupe, a rejeté la proposition d'At-Large, donc on l'a envoyée au Conseil d'administration; le Conseil d'administration a dit : « Il faut prendre en considération ces deux aspects-là », donc on a mis en place un groupe de travail pour dire : « On va mesurer ces deux choses-là » et le résultat, c'est qu'il y a une révision très approfondie et complète faite par l'ICANN sur certaines de ces mesures. Donc, cette équipe de révision, dans une large mesure, va passer en revue les résultats de cette enquête et le résultat de ces mesures pour voir si ces mesures qui ont été définies par cette équipe de révision originelle ont été utiles, efficaces ou présentent des lacunes.

Donc, dans un contexte très spécifique, il y a eu des mesures qui ont été présentées par un groupe de travail. Donc, il s'agit de

voir quels sont les résultats et voir si les résultats sont à la hauteur de ce qu'on attendait.

ALAN GREENBERG : Cheryl puis Olivier.

Oui, on m'a dit que vous étiez avant, Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : J'avais une question. On avait une réunion At-Large sur la sélection de ces candidats et il y avait un groupe de travail sur le renforcement, la responsabilité de l'ICANN, un autre sur l'ICG et un troisième pour le processus que je viens d'oublier. Et – l'ATRT? Bien. Donc, les membres de ce groupe... Ça, c'était un groupe de travail qui existait par le passé. Et ce que – il ne serait pas bon que ce groupe de travail puisse être utilisé et qu'on modifie peut-être certains des membres de ce groupe de travail.

ALAN GREENBERG : Oui, je ne crois pas que ce soit le bon groupe de travail. On pourrait mettre en place un nouveau groupe de travail. Je suggère de ne pas le faire, mais d'utiliser l'ALT comme par le passé. Mais si vous suggérez que l'on fasse un appel à candidats dans ce groupe de travail, c'est quelque chose que vous pouvez choisir de faire.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui, pour répondre. La seule chose qui, d'après moi, pourrait faire que certains s'opposent à cela, c'est que les mêmes personnes sélectionnent toujours les gens. Non, Rinalia n'est plus là déjà.

Oui, elle a fait partie de la version 1, mais il y a une version 2 puis 3, et chaque fois qu'une personne a présenté sa candidature à autre chose, elle a été remplacée.

ALAN GREENBERG : Est-ce que vous pouvez dire quel est le nom de ces personnes? Peut-être pas en faire la liste aujourd'hui, mais peut-être nous fournir la liste de ces personnes, ce serait une solution alternative. Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR : J'aimerais faire une suggestion — sachant que je vais l'objet de cet examen puisque j'ai présenté ma candidature.

Alors, l'idée de ce sous-comité est finalement bonne. L'une des choses que j'aimerais que vous posiez comme question aux candidats, c'est quel est leur point de vue. Quel est leur point de vue, donc, sur ce qu'ils pensent que devraient constituer leurs principales tâches? Donc, demander aux candidats quelles seraient, d'après eux, leurs fonctions, leurs responsabilités en

tant que membres de cette équipe de révision. Et leur demander d'apporter la preuve de leurs connaissances sur tel ou tel domaine lié à cela.

Et donc, le travail auquel Evan faisait référence, ce groupe de travail qui a travaillé pendant 13 mois sur la définition des critères de référence, je pense que de cette manière, on peut s'assurer que l'on soutient quelqu'un qui a pouvoir être à la hauteur plutôt que de nommer une personne ou de soutenir une personne qui va apprendre tout simplement parce qu'elle n'a pas les connaissances suffisantes.

ALAN GREENBERG :

Oui. Étant donné que vous êtes l'une des candidates, sachez que vous allez vous-même vous livrer à cet exercice.

Alors, ça, c'est le processus qui doit être suivi par le groupe. Seun.

SEUN OJEDEJI :

Alors, avant de faire mon commentaire, j'aimerais dire à Cheryl que lorsque j'étais en train de lever mon panneau... il ne s'agit pas d'interrompre ou d'interférer dans les compétences du président, pas du tout, je voulais simplement remarquer que je souhaitais intervenir.

Alors, deux questions. Y'a-t-il un nombre de membres pour l'ALAC qui soit fixé? De membres ALAC fixés pour participer à cette équipe? Et y'a-t-il un objectif ici de permettre aux membres d'apporter leur point de vue par rapport aux... en cours?

ALAN GREENBERG :

Pour répondre à votre première question, on ne sait pas. Comme je l'ai dit, j'espère qu'il y en aura deux. Je ne serais pas satisfait s'il y en a qu'un, et je serais surpris qu'il y en ait trois. Mais ça, ça ne dépend pas de nous. L'ALAC, lequel soutien les gens, peut choisir de soutenir un petit nombre de personnes qui dit : « Voilà. On choisit ces personnes pour être membre de cette équipe — ou — Nous soutenons les personnes qui sélectionnent les personnes », je crois qu'il s'agit des présidents du Conseil d'administration et du GAC.

Donc, je ne peux pas répondre à votre question par rapport au nombre exact...

SEUN OJEDEJI :

Oui, par rapport au deuxième aspect de ma question...

ALAN GREENBERG :

Oui, s'il y a un intérêt... un groupe pour travailler là-dessus. S'il y a des gens qui s'intéressent aux fonctions IANA et à cela, on

mettra en place un groupe. Et la révision AoC, en général, veut qu'il y ait plus [d']efforts de l'[ALC] pour aller voir dans quelles mesures les gens veulent participer et comment faire avancer ça. Donc, qu'il s'agisse de ce mécanisme en question dont vous parlez ou d'un autre, ça, ça reste à déterminer.

Excusez-moi, on n'a pas suffisamment de temps pour poursuivre cette discussion, donc je vais céder la parole à Holly. Non? Alors, Fatima.

FATIMA CAMBRONERO : Je vais parler en espagnol. Alors, j'ai l'impression qu'on est sur la même longueur d'onde avec Seun aujourd'hui parce que je vais intervenir dans le même sens que lui. L'une des questions que j'avais, elle était liée aux candidats que l'ALAC va soutenir. D'après ce que j'ai compris, j'ai l'impression qu'au moins un candidat va être sélectionné par l'ALT et s'il y a un autre candidat, il sera également élu par l'ALT ou est-ce qu'il y aura une autre procédure? Donc, l'objectif de ma question, c'est de bien comprendre cette procédure. Surtout en raison de commentaires qu'il y a eu récemment sur le fait qu'on choisit toujours les mêmes personnes pour ces postes. Et je comprends également parfaitement ce qu'a dit Cheryl en disant que ce doit être quelqu'un avec une expérience avérée, qu'on n'a pas le temps de confier cette tâche à une personne qui va apprendre.

Donc, je comprends bien qu'il faut équilibrer un petit peu ces deux aspects. D'un autre côté, je pense qu'il serait également bon de disposer d'un groupe de travail interne à At-Large, de soutien à ces représentants dans ce groupe, qui serait semblable à celui qu'on a créé à At-Large pour la transition IANA et la responsabilité de l'ICANN.

Moi, j'ai fait partie de ce groupe, même si je n'ai pas été une excellente représentante, mais à avoir ce groupe de soutien à At-Large, ça me paraît être une très bonne chose pour un représentant dans un autre groupe pour pouvoir transmettre la position d'At-Large dans cet autre groupe.

ALAN GREENBERG :

Oui, je vais essayer de répondre à tous vos points. Je pense que vous avez mal compris le processus. Ce que je suggérerais, c'était la chose suivante. On n'a pas beaucoup de choix, en fait. Certains petits groupes vont devoir passer par le filtre de la sélection. Peut-être que ce groupe va faire une recommandation à l'ALAC dans son ensemble pour soutenir les candidats. Par exemple, si nous avons 20 candidats, peut-être que ce groupe peut être réduit à six, et demander à l'ALAC d'en choisir quatre.

Donc, la question à savoir si le groupe initial procède à la sélection. Souvenez-vous qu'on ne sélectionne pas un candidat :

on décide de qui on soutient. Donc, que nous disons que l'on recommande à l'ALAC de soutenir ces quatre personnes sur tant de candidats, ou bien permettre à l'ALAC de choisir entre plusieurs choses. Par exemple, s'il y a des candidats très différents, qui sont tous bons, alors faire un choix. Finalement, cela relève de la décision du groupe initial. Je pense que ce groupe initial devrait être l'ALT : c'est un groupe qui se réunit régulièrement et a un certain niveau de connaissances et d'expériences au sein d'At-Large.

Olivier a suggéré de mettre en place une équipe de sélection et ça me semble être une bonne idée parce que ça implique un travail supplémentaire, on doit le faire rapidement, il faut commencer à travailler d'ici deux semaines. Donc, quelle que soit l'option que vous reteniez, pour moi, il n'y a pas de problème, mais il faut décider maintenant de l'option que vous souhaitez retenir.

Tim? Puis Garth.

TIM DENTON :

Alors, Alan, je n'ai pas encore participé à un groupe qui n'ait pas pu fonctionner en raison d'une motion, d'une discussion et d'un vote. On parle ici de discussions, ne serait-il pas possible que quelqu'un présente une motion pour qu'un objectif particulier

soit atteint? Qu'on en discute. Et si on n'est pas d'accord : on vote contre.

ALAN GREENBERG : Je pense que c'est ce que j'ai dit dès le début.

TIM DENTON : Je n'ai pas entendu quelle est la motion.

ALAN GREENBERG : On essaie d'être moins formel que cela. J'ai dit que l'ALT pourrait être le groupe qui va faire la sélection. Et vous avez un contre-argument.

TIM DENTON : Donc, nous avons l'ALT qui va être le groupe de nomination. Quelqu'un s'est opposé à cela, c'est bien cela?

ALAN GREENBERG : Non. Le président a pris cette position. Je n'ai pas eu le temps...

TIM DENTON : Donc, vous faites cette proposition, je la soutiens.

ALAN GREENBERG : Merci. Garth?

GARTH BRUEN : Il est bon que du sang nouveau nous rappelle quel est notre objectif. Par rapport à cela, qui prend la décision finale? Non pas par rapport au fait que l'ALAC soutient tel ou tel candidat, mais qui a la décision finale par rapport à la composition de cette équipe de révision? J'ai l'impression qu'on est un petit peu perdu là-dessus.

ALAN GREENBERG : Je ne sais pas si le personnel peut m'aider là-dessus... C'est le président du Conseil d'administration et le président du GAC qui font cette sélection. Ça, ç'a été fait dans l'affirmation d'engagement à l'origine. Les recommandations qui proviennent du Groupe de travail sur la responsabilité ne sont pas les mêmes personnes qui sont sélectionnées pour les autres groupes.

GARTH BRUEN : Donc, il y a deux personnes qui prennent cette décision?

ALAN GREENBERG : C'est tout à fait correct, Garth. Vous avez tout à fait raison.

Raf?

RAFID FATANI : Alors, par rapport à ce que vient de dire Tim, moi, je souhaite dire que je ne suis pas d'accord avec la motion qui veut que ce soit l'ALT qui fasse cette sélection. En tous cas, pour la recommandation.

ALAN GREENBERG : Lorsque vous parlez de recommandation, vous voulez dire « soutien », c'est ça? Ou « approbation »? Donc, vous proposez une troisième option, que tous les membres de l'ALAC analysent cette sélection?

RAFID FATANI : Oui, les 15 membres.

ALAN GREENBERG : Alors, dernière intervention, peut-être? Sauf de quoi, ce processus très ennuyeux va occuper trop de temps.

RAFID FATANI : Ce serait une option démocratique.

ALAN GREENBERG : Vanda?

VANDA SCARTEZINI : Je pense qu'on n'a pas suffisamment de temps. Donc, je soutiens votre suggestion, que l'ALT sélectionne le premier groupe et travaille rapidement en vue d'une solution. On n'a pas suffisamment de temps. Toutes les autres solutions prennent trop de temps. Je comprends l'idée d'avoir plus de gens qui participent à ce processus, mais on ne peut pas procéder de cette manière avec aussi peu de temps.

ALAN GREENBERG : Tijani?

TIJANI BEN JEMAA : Merci, Alan. Je suis d'accord avec les deux, mais si c'est possible, on peut réactiver... parce qu'on a déjà ce groupe et on peut le compléter avec des gens qui sont déjà élus ou qui ont, en tous cas, présenté leur candidature.

ALAN GREENBERG : Beran, vous souhaitez intervenir? Une autre personne souhaite-t-elle intervenir? Seun?

SEUN OJEDEJI : Merci. La raison pour laquelle j'ai posé la question par rapport à l'engagement de la communauté, c'est pour tirer parti de l'expérience. On a eu l'expérience, les compétences requises pour faire ce travail. Et donc, la meilleure manière de tirer parti de cette expérience, c'est de voir que si les gens participent à ce processus, cela suscite un plus haut niveau d'engagement de la part de la communauté.

ALAN GREENBERG : Je vais répéter ce que j'ai déjà dit. Il n'y aura pas d'opportunité d'engagement. Par le passé, nous avons eu un certain nombre d'intérêts – nous avons eu un vif intérêt qui a été suscité et parfois, un intérêt... Donc, s'il y a beaucoup d'intérêt cette fois-ci, alors il n'y a pas de limite par rapport à notre engagement.

Beran?

BERAN GILLEN : Oui, je sais que vous avez dit qu'on n'a pas beaucoup de temps – Vanda vient de le dire —, mais j'aimerais savoir combien de personnes vont se présenter.

ALAN GREENBERG : On n'en a aucune idée. Deux personnes m'ont dit qu'elles ont présenté leur candidature. Je ne sais pas, peut-être qu'il y en

aura 30, je ne sais pas. Par le passé, on a reçu beaucoup de candidatures et à d'autres instants, moins.

TIJANI BEN JEMAA : Pour être clair, l'ALAC, ce sera l'organe qui décidera en dernière instance de cela, avant que l'ALAC sélectionne les personnes qui vont siéger à ce groupe.

ALAN GREENBERG : Holly?

HOLLY RAICHE : Alors, pour préciser ce que vient de dire Tijani, la décision finale ne sera pas prise par l'ALAC. Ce que vous avez voulu dire, c'est que la sélection des candidats que nous présentons va être décidée par l'ALAC.

ALAN GREENBERG : Oui. Je vais préciser un petit peu les choses. Si on présente un seul candidat, alors il est fort probable que celui-ci soit sélectionné. Si on présente 12 candidats, il est sûr que nos 12 candidats ne seront pas retenus. Mais on ne sait pas s'il va y avoir un, trois candidats, 12 candidats. Ça ne relève pas de notre compétence.

Mais le nombre de candidats que nous allons soutenir va avoir un impact sur le faire de savoir s'ils sont retenus ou pas. Kaili?

KAILI KAN :

Alors, je ne connais pas bien ce processus, mais je crois que si l'ALT décide pour l'ALAC ou si les 15 membres de l'ALAC décident des candidats à soutenir, je pense que ça, ça dépend d'un équilibre subtil entre l'efficacité et la démocratie.

Donc, tout cela, ça dépend de l'importance de cette question pour l'ALAC. D'après moi, l'ALAC est mise en place de manière démocratique, elle fonctionne de manière démocratique, elle représente les membres, d'une manière générale, de l'ALAC, mais c'est mon point de vue sur cette question. Et choisir pour telle ou telle voix, je ne sais pas. En tous cas, c'est mon point de vue.

ALAN GREENBERG :

Pour clarifier les choses, ce qui avait été suggéré, c'est que le groupe qui fait la sélection pourrait présenter un nombre de personnes, des gens que l'ALAC pourrait supporter et pourrait passer à l'ALAC une liste plus élaborée en disant : « Voilà. Six personnes; nous suggérons que vous en souteniez que trois. »

Et puisqu'il y aura peut-être un bon nombre de personnes – ou peut-être pas, on n'en sait rien d'ailleurs –, avoir 15 personnes autour d'une table, une table électronique – puisque tout cela se fera par conférence –, nous savons très bien que ce sera très difficile, une tâche très difficile, ce serait une discussion qui serait très difficile.

Nous avons beaucoup de personnes qui veulent prendre la parole. Nous allons – ceci ne peut pas durer deux heures. Et là, nous allons manquer de temps. Nous devons continuer rapidement.

Nous avons Raf, Tim, Garth – Garth est déjà passé, mais il veut parler, Tim et Fatima. Peut-être encore quelqu'un... Raf?

RAFID FATANI :

Oui. Pour continuer sur cette conversation, je suis d'accord avec vous. Le processus démocratique n'existe pas dans ce processus. Donc, c'est vraiment un problème.

ALAN GREENBERG :

Alors, l'ALT n'a pas été sélectionné, il y a eu des personnes qui ont été nommées...

RAFID FATANI : Je parle du processus.

ALAN GREENBERG : Je reste avec ce que j'ai dit.

RAFID FATANI : Moi aussi.

ALAN GREENBERG : Garth?

GARTH BRUEN : Donc, nous avons établi que le président du *Board* et du GAC peuvent sélectionner les gens du Groupe de travail et aussi combien de personnes venant de chaque communauté doivent faire partie de ce groupe. Nous, aux États-Unis, on appelle du *gerrymandering*.

ALAN GREENBERG : Vous appelez ça comme vous voulez, ce n'est pas quelque chose qui dépend de nous en ce moment.

TIM DENTON :

Monsieur le Président, je ne viens pas d'une autre planète, mais ce que je vais dire va peut-être vous sembler bizarre. La proposition écrite, est-ce qu'on peut avoir – c'est un point de la réunion où les gens doivent prendre une décision sur la structure. C'est un processus complètement raisonnable. Souvent, on est d'accord avec vous ou on n'est pas d'accord avec vous. C'est tout. Mais cela aiderait énormément, s'il y avait une structure de discussion, que ce soit un système de motion qui puisse mettre – qui puisse être mis sur un tableau. Tout le monde ne va pas forcément être d'accord, mais au moins on pourrait clarifier les choses que l'on discute.

Vous avez essayé de nous fournir cela, je ne suis pas contre ça. Je suis d'accord avec votre proposition, je n'ai pas de problème avec cela. Mais on parle de parler, on parle de parler... Ça m'énerve! Donc, je voulais vous dire qu'on devrait être préparé et savoir s'il y a une motion qui doit être discutée, quelque chose de précis, détaillé, qui soit bien sur le tableau, que cela soit fait à l'écrit.

ALAN GREENBERG :

Merci. Pour vous dire, l'ALAC essaie, le plus souvent possible, de prendre des décisions par consensus et pas par un vote ou une motion. Cela fait longtemps que nous fonctionnons comme ça. Quand cet élément a été mis sur l'ordre du jour, on s'attendait

que cela ne prenne que cinq minutes pour arriver à une décision. Puisque ce n'est pas le cas, nous n'allons pas prendre une décision aujourd'hui, nous allons mettre en place une motion plus formelle que nous mettrons sur la table mardi ou jeudi.

Tim?

TIM DENTON :

Oui, je pense qu'il aurait été plus rapide si on avait eu une proposition qui soit plus détaillée au départ. Quand il s'agit d'un groupe comme celui-ci, nous devons pratiquer un processus de parlement pour avoir une discussion. Et il y a certaines fois, pour les petits points de procédures, nous pouvons agir et prendre des décisions rapides – ou pas. Donc, au moins nous savons que nous avons une décision à prendre et qu'elle doit être – et nous devons être précis sur cette décision.

ALAN GREENBERG :

Fatima?

FATIMA CAMBRONERO :

Je vais parler en espagnol. Bienvenue à l'ALAC, Tim. Pourquoi est-ce qu'on prend tellement de temps à débattre de ce point? Parce que certains sont courageux et soulèvent des points que d'autres n'osent pas soulever. Ça, c'est mon point de vue. Et ça,

on l'a déjà vu dans les échanges de mail. On demande pourquoi ce sont toujours les mêmes personnes qui sélectionnent. Et laisser le soin à l'ALT de faire ça, on a peur que ce soit les mêmes personnes qui sélectionnent toujours les gens. Et ça, c'est ce qui est sous-jacent dans la discussion, c'est pourquoi on tourne un petit autour du pot.

Il y a des gens qui veulent que cette décision soit compétence de tous les membres de l'ALAC parce qu'on laisse ainsi la liberté à de nouvelles personnes de sélectionner. J'essaie simplement de me faire le porte-parole de ce qui n'est pas dit.

ALAN GREENBERG :

Nous avons Olivier qui veut prendre la parole, mais avant ça – après Olivier, donc, après... Alors, il y a Holly. Holly puis Olivier. Je vais prendre un peu une idée... Je voudrais avoir une idée de voir combien de membres d'ALAC veulent qu'il y ait une équipe de sélection ou tout l'ALAC. Holly, Olivier et ensuite, nous ferons un sondage à main levée.

Je vois qu'il y a des gens qui sont en objection, qui veulent faire du travail en plus autour de la table. C'est très bien. Moi, ça me va très bien.

HOLLY RAICHE : Qui que ce soit prend la décision, je pense qu'on devrait avoir un système de nomination. Il faut qu'on fasse une étude – qu'on étudie les candidats pour savoir quelles sont leurs expériences, pour qu'on puisse prendre une décision qui soit informée.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. Je voulais résumer la discussion que nous venons d'avoir. Nous avons un choix entre A, B, C. avant que vous abandonniez l'option A, pour soutenir — donc, les candidats, la sélection des candidats soutenus par... les candidats pour... se trouver à l'Équipe de révision sur la concurrence, la confiance et le choix.

Alors, A, la sélection ou le support, le soutien des candidats par l'Équipe de leadership d'At-Large, en sachant que c'est une petite équipe. Apparemment, le négatif, c'est que cette équipe n'est pas démocratique. Aussi, B, que les candidats soient soutenus par le comité en général de l'At-Large. Cela semble plus démocratique, mais il y a un potentiel – de problèmes potentiels puisque c'est un groupe assez grand, donc il va être difficile que tout le monde soit d'accord et tout le monde soit inclus. Et en troisième, une sélection par un comité spécialisé. Il y en a un qui existe déjà et qui a déjà fait un travail comme celui-là dans le passé. Donc, A, B et C, voilà les trois choses que nous avons sur la table. La partie négative dans tout cela...

Bon, il y a deux ou trois points négatifs dont je peux parler, c'est l'action seulement par le comité At-Large. Ça met les RALOs de côté, donc les RALOs ne font pas partie de ce comité-là. La sélection des candidats par les comités spécialisés qui ont des gens qui sont aussi à l'ALAC et aussi dans les RALOs. Il y a [inaudible] personnes par région, je crois, sur cette liste... Le lien est sur le chat, si vous voulez le voir, si vous voulez voir quels sont les gens qui participent à ces comités.

ALAN GREENBERG : Oui, ce comité était dirigé par le directeur de l'ALAC, qui n'est plus non plus maintenant le président de l'ALAC. Ça va changer aussi, ça.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Moi, je suis tout à fait d'accord pour changer le président de ce comité. Donc, c'est A. B ou C. Ce que je pense qu'on devrait faire maintenant, c'est de continuer, de passer à autre chose. On choisira le A, B ou C jeudi.

ALAN GREENBERG : Ou mardi.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Mardi ou jeudi, on le fera quand vous serez prêt à le faire.

ALAN GREENBERG : Merci. Prochain sujet. Il vient de me dire qu'on n'allait pas faire ça maintenant. Donc, on continue.

Prochain sujet, c'est donc la planification des prochaines réunions de l'ALAC avec d'autres groupes. La majorité a déjà été planifiée sur l'ordre du jour, surtout avec le GAC et la ccNSO. Cette date n'était pas connue à l'époque quand on a fait notre agenda.

Le *meeting* avec le NCSG ne peut pas se produire. Nous n'avons pas pu le faire. Donc, nous devons discuter avec le Conseil d'administration, nous déciderons – nous les rencontrons jeudi matin.

Nous avons deux questions à l'ordre du jour. C'est un résumé rapide de certaines des recommandations qui sont sorties du Sommet At-Large à Londres. Puisque nous nous préparons pour une nouvelle demande de budget pour les prochains sommets, il est donc intéressant pour nous de parler de cette question avec le Conseil d'administration afin qu'il sache qu'il y a du travail qui se fait à ce sujet-là. Il serait donc – il s'agit d'une révision de 10-15 minutes.

Un autre sujet qui me semble intéressant pour nous, et que le Conseil d'administration nous a demandé de discuter, c'est notre position sur la responsabilité ICANN. Donc, pour ceux qui n'ont pas participé à — l'ALAC et les représentants ALAC ont donc été instrumentaux dans tout ce processus, tout ce qui se passe au sein de ce processus.

Nous avons commencé en tant qu'un groupe partagé, donc divisé, qui n'était pas parallèle avec le reste des groupes de responsabilité. Dans beaucoup de cas, il y avait des sentiments assez forts d'ailleurs pour ce que le CWG recherchait à certains niveaux et puis surtout enlever cette discrétion qu'avait le Conseil d'administration avec laquelle At-Large était inconfortable. Maintenant, il semble que nous sommes à peu près à 100 % en parallèle avec ce qui était recherché. Donc, le modèle que nous allons certainement utiliser – ce n'est pas encore garanti, mais ce modèle est celui qu'At-Large a proposé il y a quelques semaines. Donc, le fait que nous avons à un certain point soutenu la décision du *board*, du Conseil d'administration – pas parce qu'on essaie de les impressionner, mais parce qu'on pensait qu'on était plus en parallèle avec eux qu'avec d'autres groupes, surtout parce que nous avons des intérêts financiers moindres que certains d'autres groupes peut-être. Mais il n'y a pas eu de secrets là-dessus.

Certaines des personnes qui sont incluses dans ces processus sont des avocats qui défendent leurs clients et qui veulent vraiment une bonne base pour – peut-être il y a des déclarations publiques qui ont été faites, qui sont assez fortes.

Donc, le Conseil d'administration est intéressé à notre position. C'est le fait que nous allons soutenir ce qui a été proposé, même si nous ne sommes pas forcément d'accord. Il semble que la proposition change, et cela est vraiment en parallèle avec ce que nous pensons.

Donc, je pense qu'il y a eu un bon échange. D'un autre côté, certaines parties du Conseil d'administration sont vraiment opposées d'une façon véhémente avec des aspects des choses que nous proposons.

Ce qui va se passe mardi matin n'est pas clair. Nous verrons. Je pense que vraiment passer du temps sur le problème de la responsabilité est quelque chose qu'il faut que l'on fasse.

Si vous vous rappelez du format de participation qu'on nous avait proposé à Buenos Aires, c'était quatre personnes de l'ALAC et quatre personnes du Conseil d'administration. Nous avons clarifié les choses. ALAC n'avait pas apprécié. Nous leur avons dit que c'était entre l'ALAC et le Conseil d'administration et nous nous attendons à ce que les 15 membres de l'ALAC soient assis

autour de la table. Ça va être difficile, on va être serrés, mais il y aura peut-être de la place pour un ou deux membres du Conseil d'administration. Mais moi, c'est ce qu'on m'a dit qui allait se passer.

La dernière chose que j'ai entendue, c'est qu'il y avait 15 sièges autour de la table, donc ça va permettre seulement à un membre du Conseil d'administration d'être là. Bon, est-ce qu'il y a d'autres sujets que nous pouvons amener devant le Conseil d'administration, autres que ces deux sujets? Je vous donne la parole. Tijani?

TIJANI BEN JEMAA :

Merci, Alan. Je suis d'accord avec votre proposition. Je recommande que l'on ne rajoute rien à ces deux questions. Je pense que la première question va être assez rapide puisque ce sera un rapport de l'ALAC sur les recommandations. Ensuite, nous parlerons directement du problème de la responsabilité parce que c'est très très important à ce stade.

ALAN GREENBERG :

Rinalia a proposé que si on peut supprimer l'ATLAS à l'agenda – à l'ordre du jour. On peut faire ça d'une manière ou d'une autre. Olivier?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Plus un.

ALAN GREENBERG : Plus un pour Tijani après ce que j'ai dit ou à tout ce que l'on a dit?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : À ce que Tijani a dit.

ALAN GREENBERG : Ça vous est égal l'ordre de travail? León? Désolé. Alors, « plus un », c'est ce qu'on dit quand on répond avec un courriel pour soutenir ce que quelqu'un a dit. Alors, « plus un » ça veut dire « oui, je soutiens ce que quelqu'un a dit ». León.

LEON SANCHEZ : Je suis d'accord. Nous devrions donner plus de temps à la question de la responsabilité. Je soutiens l'approche de Rinalia.

ALAN GREENBERG : Tim?

TIM DENTON : Je veux limiter les sujets à deux, et surtout parler de la transition.

ALAN GREENBERG : Merci. Quelqu'un d'autre? Je ne vois pas d'autres mains levées. Donc, le sujet est clos. Nous parlerons donc des deux sujets dans cet ordre, et s'il y a du temps, nous parlerons de la recommandation ATLAS. Et Tim, je pense que c'est le temps que ça va durer cette deuxième question, hein?

Oui, nous sommes en avance. Il nous reste du temps. Cela ne nous a pas pris autant de temps... Excusez-moi. Nous allons peut-être finir plus tôt, mais Holly essaie de me le dire – elle veut me dire quelque chose, mais elle ne veut pas le dire devant la caméra.

HOLLY RAICHE : Certains d'entre nous doivent aller de l'autre côté de Dublin pour pouvoir prendre un taxi pour aller dîner.

ALAN GREENBERG : Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Nous avons fait face à la question et la discussion avec le Conseil d'administration, j'aimerais connaître les questions pour la ccNSO, le GAC et le SSAC. J'aimerais qu'on parle de ce sujet-là.

ALAN GREENBERG : Le SSAC, je ne sais pas, mais ils ont proposé quelque chose. Est-ce que Julie est là? Est-ce que c'est noté sur l'ordre du jour? Il y a un nouveau rapport qui a été publié par le SSAC, et je pense que c'était ça, sur quoi on va se focaliser. À la ccNSO, ils ont suggéré des sujets assez longs pour voir comment nous allons réagir à la responsabilité. Les régions, c'est un autre sujet. Je ne me souviens plus trop des autres sujets, mais il y a une liste qui est publiée sur l'agenda.

Pour le dernier des cas avec le GAC, le GAC a suggéré cinq sujets. Je pense qu'on n'aura pas le temps de parler de ces cinq sujets, mais on suivra l'ordre du jour qu'ils nous proposeront.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Peut-on avoir ces sujets, s'il vous plaît?

ALAN GREENBERG : Je pense que ces sujets-là étaient notés, étaient publiés sur les agendas des réunions.

[Discussions entremêlées]

GISELLA GRUBER : Nous avons une réunion demain après-midi entre 16 h 45 et 17 h 30. Les trois sujets sont la proposition du CCWG, comment chaque groupe pense gérer cela, la soumission du rapport final sur les régions géographiques. C, s'il y a le temps, un résumé rapide et une mise à jour sur l'intérêt de chaque groupe dans l'utilisation des TLDs dans les zones géographiques.

ALAN GREENBERG : Le SSAC a un nouveau rapport sur les zones racines. Et le GAC?

GISELLA GRUBER : Et le GAC, le mardi après-midi de 6 h 30 à 17 h 30. Le sujet numéro un, c'est la transition IANA. En deux, la responsabilité ICANN. Trois, les nouveaux – les sauvegardes pour les nouveaux gTLDs. Et quatre, la nouvelle structure des réunions ICANN. Je pense que ce sont les quatre sujets. Je pense que ça va être assez pour une heure. Je ne sais pas si on aura le temps de parler des quatre sujets. Merci.

ALAN GREENBERG : Holly et ensuite, Olivier.

HOLLY RAICHE : Sur la GNSO, je pense qu'ils vont passer là-dessus très vite, mais il y a deux ou trois choses qui sont... Le conflit de WHOIS. C'est la mise en place d'un groupe de travail, c'est un sujet contentieux, à litiges. Je ne sais pas si on va en parler devant eux ou *offline*. Et aussi...

ALAN GREENBERG : Holly, nous n'allons pas rencontrer la GNSO. Olivier?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Nous avons quatre sujets pour le GAC. Peut-être qu'on pourrait décider de diminuer cette liste à deux sujets parce que 15 minutes sur chaque sujet, ça me donne l'impression qu'on aura juste le temps d'introduire chaque sujet et de passer au prochain. Donc, est-ce qu'on ne pourrait pas décider entre nous si le GAC nous dit sur quel sujet démarrer? Peut-être qu'on peut décider à l'avance pour savoir quels sont les deux sujets qu'on va garder.

ALAN GREENBERG : Oui. Si je comprends bien – moi, ce que j'ai compris, et je pense que c'est ça, je pense qu'ils ont déjà en priorité la transition IANA. Je ne pense pas qu'on va parler du processus. La

responsabilité, vraiment, ça va être la meilleure question, et le GAC ne va pas soutenir la proposition, surtout à cause d'un aspect de cette proposition. Si en arrivant aux gTLDs et [peu clair] des réunions, je serais très surpris. Mais je pense que dans les deux cas, les groupes nous ont déjà – ont mis priorité à certains sujets, ils ont déjà mis en ordre leurs priorités. Tijani?

TIJANI BEN JEMAA : Est-ce qu'il y a un nouveau rapport du Groupe des régions géographiques pour qu'on puisse discuter du rapport final? Moi, je ne l'ai pas vu.

ALAN GREENBERG : Le rapport final a deux ans. Le Conseil d'administration, pour des raisons qui ne sont pas forcément claires – on pourrait au moins chercher si on peut en parler... si quelqu'un veut savoir pourquoi ç'a pris autant de temps. Cheryl, qui a été dans ce groupe, peut-être peut nous clarifier pourquoi cela a pris autant de temps. Tijani veut qu'on sache tous pourquoi. Alors, Cheryl?

CHERYL LANGDON-ORR : Très rapidement. En fait, cela a été retardé à deux stades. En premier, il y a eu un délai après les commentaires publics finaux avant que cela aille à l'organisation, qui était donc la ccNSO. Et à

cause de raisons administratives nombreuses — la ccNSO n'a pas fonctionné rapidement à cause de problèmes administratifs. Ensuite, cela devait être – avoir une révision à cause du travail de politiques qui a été fait à l'époque. Des recommandations qui sont sorties de cela étaient spécifiques à — certains travaux de politiques devaient être effectués.

Nous avons re-regardé le document et nous savons qu'il a deux ans, ce document. Mais ce qui a été publié était allé vers les groupes de leadership pour qu'une autre révision soit faite. Et cela – il y a encore eu des mises à jour et des modifications mineures qui ont été faites. Et donc, en résultats de ces dernières révisions, nous avons reçu une liste du GAC avec d'autres commentaires, que Rob et moi allons inclure avant que ce rapport aille vers le Conseil d'administration de l'ICANN pour Marrakech. Donc, voilà l'historique du rapport.

ALAN GREENBERG :

Merci, Cheryl. Ce n'est pas du tout la version que j'ai entendue. J'avais entendu que le Conseil d'administration allait être approuvé durant cette réunion. Pas obligé d'en parler!

Nous avons des détails au sujet du dîner. À moins qu'il y ait quelque chose à discuter avant de passer... Je vais passer le

micro à Gisella, qui va parler de ce qu'elle veut parler et où on doit se retrouver pour le dîner et qui est inclus dans ce dîner.

GISELLA GRUBER :

Merci, Alan. Les derniers mots – je vais peut-être vous rendre quelques minutes de votre vie. Puisqu'on a terminé sur l'ordre du jour, j'ai fait des petites diapos, mais ça va être rapide. Je vais vous envoyer un e-mail pour demain. Vous pouvez aller voir sur la page Wiki d'ALAC. Demain matin, on commence à 8 h. Et l'ALAC revient demain matin à 9 h. Je vais regarder l'horaire. Alors, la révision At-Large, soyez ici à temps demain matin. Nous n'avons aucune heure. Je sais que notre agenda est énorme, alors soyez là à l'heure.

Ensuite, nous devons commencer, nous, à 9 h parce que nous avons un ordre du jour très très complet demain. Et donc, si nous ne commençons pas à temps, nous n'allons pas pouvoir terminer à la fin de la semaine.

Pour ce qu'il s'agit de ce soir, je regarde encore une fois l'ordre du jour pour demain parce que – donc, avant que je continue de parler de pause-café demain, je peux vous dire maintenant que la pause de l'après-midi, oui c'est bon, vous aurez votre café, mais le matin puisque durant la pause-café demain matin, Fadi sera là. Soit il vient pendant la pause-café, soit il ne vient pas.

Donc, si vous voulez bien sortir vite fait avant qu'il vienne ou après ou quelqu'un peut aller vous chercher un café, ce serait une bonne idée. Donc, demain matin, l'agenda est trop serré.

Dans l'après-midi, vous aurez votre pause-café.

Pour ce qu'il s'agit de ce soir, j'ai envoyé un courriel à chacun, aux leaders régionaux, ALAC, aux liaisons et il y a un dîner ce soir à 19 h 30 au restaurant qui s'appelle Old Spot, en ville. Si vous voulez apporter 40 euros en liquide, ce serait bien, parce que les restaurants ne font pas de factures séparées. On les a priés de le faire, on leur a demandé de le faire, mais ils ne veulent pas séparer les factures, les additions. Donc, si vous apportez bien 40 euros en liquides, ce serait bien.

Alors, vous savez que la partie de rugby France-Nouvelle-Zélande commence à 20 h, et là-bas il y a un écran de télé. Alors, il y a l'Afrique du Sud, le Pays de Galles aussi c'était cet après-midi. On attend les résultats.

ALAN GREENBERG : Pas de transport pour ce soir?

GISELLA GRUBER : Non. Pas de transport pour ce soir. J'ai demandé aux gens s'ils pouvaient – on s'est arrangé – si on pouvait mettre quatre personnes dans un taxi, on peut peut-être s'arranger.

ALAN GREENBERG : Je voulais juste clarifier les choses.

GISELLA GRUBER : Oui. Il n'y a pas de transport public. Chacun doit se rendre au dîner par leurs propres moyens.

Nous partirons entre – si on pouvait être là-bas à 19 h 30 sur place, 19 h 45, je pense que...

En taxi, 15 minutes. Parce que vous allez dans le sens contraire à la circulation, donc...

ALAN GREENBERG : Alors là, je ne comprends rien. Je ne comprends pas la direction. Hier soir, je suis allé au Westin et ç'aurait été plus rapide de marcher que d'y aller...

GISELLA GRUBER : C'est parce qu'il y a un groupe qui s'appelle – le groupe américain qui s'appelle *One Direction*, donc... il y a un conflit de

mot là. Alors, plus – il faut qu'on commence à dîner de bonne heure pour qu'on puisse tous être bien réveillés demain matin. Mais on veut quand même avoir du temps pour communiquer, pour faire du *networking*.

TIM DENTON : Est-ce qu'on peut y aller à pied à ce restaurant?

GISELLA GRUBER : Tout peut se faire à pied ici, mais ça dépend combien de temps vous voulez marcher. En fait, vous pouvez marcher du centre au restaurant en 20 minutes. C'est comme vous voulez.

Je ne voulais pas vous interrompre, Alan. J'ai beaucoup d'informations de la part d'Evan. Il a lu le menu du restaurant – en fait, il faut dépenser 45 euros si on veut manger un steak!

ALAN GREENBERG : Merci. Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. Donc, deux autres détails. Le rapport de la réunion, je ne sais pas si vous avez mentionné cela, mais moi, je vais mettre un lien sur le chat pour ceux qui n'ont pas assisté à cette réunion auparavant. Vous aurez du temps – vous pourrez passer du

temps et vous pourrez – bien sûr, vous participez à d'autres réunions, pas seulement aux réunions ALAC. Ce serait bon que vous fassiez un petit rapport des réunions auxquelles vous assistez, autres que celles de l'ALAC. Et nous avons une page Wiki sur laquelle vous pouvez mettre ces rapports.

Il y a des gens qui sont très bons pour ça, qui font toujours des petits rapports, mais ça nous aiderait énormément si vous pouviez faire cela. Si vous ne pouvez pas éditer la page Wiki, envoyez le rapport au *staff* de l'At-Large.

Ce n'est pas la fin de la journée pour tout le monde : il y a une réunion des groupes de travail après cette réunion. Cela commencera à 17 h 30, donc dans à peu près une demi-heure.

Je ne suis pas sûr si nous pouvons parce qu'il y a des gens qui nous suivent à distance... Alors, bon, nous allons peut-être commencer un peu plus tôt finalement. Et bien sûr, tout le monde est invité à rester dans cette salle pour cette réunion. On va parler de la responsabilité de l'ICANN et de la transition. Donc, c'est vraiment la discussion du jour. Et on va voir aussi un petit résumé de ce qui s'est passé ce matin. Voilà pour mon intervention. C'est tout ce que j'avais à dire. Merci.

ALAN GREENBERG : J'ai une autre chose à dire. Arrêtez-moi si ç'a déjà été dit, mais les réunions ALAC/At-Large sont obligatoires. Si vous êtes dans d'autres réunions parce que vous pensez que c'est important pour vous ou que vous êtes spécifiquement affectés à ces réunions ou vous avez une responsabilité vis-à-vis de ces autres réunions, dites-le au personnel pour qu'on sache où vous êtes.

CHERYL LANGDON-ORR : Si je peux – je voulais juste demander si vous avez couvert tout ce que vous pouvez – est-ce qu'on a parlé du – comment on allait diriger les sujets qui vont être discutés? Est-ce que vous avez décidé?

ALAN GREENBERG : Vous parlez de la réunion avec le Conseil d'administration? Nous avons déjà identifié les sujets sur lesquels nous allons discuter.

CHERYL LANGDON-ORR : J'ai compris, mais vous n'avez pas spécifié, élaboré. Vous n'avez pas dit à tout le monde... Vous n'avez pas été clair.

ALAN GREENBERG : Je vais être très clair. Durant la dernière réunion, nous avons soulevé des sujets qui ont été perçus par certains membres du

Conseil d'administration, qui – comme si à l'ALAC, nous ne recevions pas assez d'argent. Ce n'était pas ce qu'on disait à l'époque, mais ç'a été perçu comme ça, comme si on disait qu'on n'avait – qu'on ne faisait pas assez d'argent. Donc, il faut qu'on fasse très attention.

On ne veut pas entendre lors de notre réunion avec le Conseil qu'on a des problèmes avec nos chambres ou avec le vol. S'il y a des rats dans votre chambre, oui, vous pouvez mentionner cela – ça s'est déjà passé. Mais on ne parle pas de voyages, de transports, il y a trop loin entre l'hôtel et le Palais des congrès. On ne parle pas de ça. On parlera de ça plus tard, mais pas au niveau de la réunion avec le Conseil d'administration. Merci de me rappeler tout cela, Cheryl.

La réunion est terminée. Nous vous retrouverons au dîner et demain à 8 h et les problèmes d'IANA – pour ceux qui sont dans le Groupe de travail IANA, vous revenez ici. Pour les autres qui ne seront pas là à cette réunion, demain matin à 8 h. Les interprètes, je les remercie. Et l'audiovisuel, je le remercie pour nous avoir... toute la journée. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Alors, étant donné qu'on a fini plus tôt, si vous avez besoin d'aller aux toilettes, on a une pause de dix minutes maintenant.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]